

1
FONDS DUBOIS : 782

LE PRÉSENT

ET

L'AVENIR

COUP D'ŒIL

SUR LA THÉORIE DE FOURIER,

PAR J.-B. KRANTZ,

*Ingénieur des Fonts et Chaussées, ancien Élève de
l'École Polytechnique.*



PARIS,

A LA LIBRAIRIE SOCIÉTAIRE, RUE DE BEAUNE, 2.

ET QUAI VOLTAIRE, 23, EN FACE LE PONT ROYAL

—
1848.



CB 207167

CHAPITRE I.

Stérilité des discussions politiques. — Importance des doctrines sociales.

Je veux exposer, en quelques pages, les principes essentiels d'une doctrine qui frappée, jusqu'à présent, par les calomnies et le ridicule n'en compte pas moins de nombreux et intelligents défenseurs, fait chaque jour des progrès rapides, et paraît appelée à exercer une heureuse et décisive influence sur l'état des sociétés modernes.

Je me hâte de le dire, dans ce qui va suivre, il ne sera nullement question de politique. Alors même que ma position me le permettrait, j'évitais toute excursion sur ce terrain brûlant, et cela pour plusieurs causes.

Je veux faire appel à la raison qui examine, discute et juge, et non aux passions qui s'enflamment, prononcent et frappent, presque toujours à l'aveugle.

Loin de moi la pensée de nier l'influence que l'action bien ou mal dirigée d'un gouvernement peut exercer sur le développement d'une société. Ce serait condamner d'un trait de plume les ef-

forts de ceux qui se sont absorbés dans ces luttes politiques, et qui depuis un demi siècle y ont consacré, dans tous les partis, de grands talents et d'incontestables dévouements.

Mais je prétends qu'en dehors de ces questions, dans lesquelles peut s'éterniser une controverse irritante et souvent stérile, il en est de plus hautes, plus importantes, plus véritablement dignes de l'attention de l'homme d'état et du bon citoyen.

Je m'explique par un exemple :

Des Alpes au fond de la Calabre, de l'Adriatique à la Méditerranée, un frisson électrique a saisi le peuple Italien, une même pensée l'anime, une même agitation le remue partout. Ici, il combat sans espoir, un gouvernement qui a le tort d'étayer par la violence un coupable oubli des droits de ses sujets. Là, il se presse autour des souverains qui font cause commune avec lui, les entoure de ses bénédictions et de ses chants d'allégresse. On dirait que la grande ombre des vieux Romains passant au milieu de ce peuple endormi parmi les fêtes et les plaisirs, lui a reproché sa léthargie séculaire, son oubli du passé, son insouciance de l'avenir, et lui a soufflé tout d'un coup l'enthousiasme pa riotique et l'énergie virile qui lui avaient jusqu'à présent fait défaut. L'adorable figure de Pie IX domine tout ce grand mouvement sur lequel le monde a les yeux fixés.

Eh bien, supposons qu'en Italie la victoire

viennent en aide au bon droit, supposons réalisé ce que les plus sages patriotes italiens osent à peine espérer, supposons que l'Italie, par un puissant effort, rejetant les barbares au delà des Alpes, soudant les tronçons épars de sa nationalité, éteignant toutes ses rivalités intestines, parvienne à se constituer en grande nation, et à fonder un gouvernement dans lequel les enfants du pays soient représentés ; supposons de plus qu'elle cesse d'être tributaire de l'étranger pour son industrie, qu'elle exploite elle-même les richesses de son territoire, et que de nombreux vaisseaux aillent promener sur toutes les mers, les marchandises et le pavillon italiens. Tout sera-t-il dit alors, et l'Italie sera-t-elle désormais heureuse ?

Demandez-le à l'Angleterre.

Indépendance, liberté individuelle, commerce, industrie, l'Angleterre a tout cela, et cependant d'immenses malheurs la menacent aujourd'hui. La misère la ravage, et elle se trouve à la veille ou de grandes modifications sociales ou de terribles révolutions.

Le pasteur des marais Pontins, le cultivateur de la campagne Romaine, seront-ils moins exploités par le propriétaire du sol ? Le misérable pêcheur Napolitain sera-t-il moins la proie des usuriers de Naples ? Demandez-le à l'ouvrier Français. Un demi siècle de révolutions a passé sur ce dernier, et sa position est restée la même. On traite de lui, chez lui, sans lui, il

compte pour l'impôt, pour la conscription ; mais de bien-être réel, d'améliorations matérielles, morales, intellectuelles, rien ou si peu que rien.

Concluons donc qu'en dehors et au-delà des questions politiques, il est des questions plus hautes, plus graves, plus véritablement importantes à résoudre.

Sans doute, les questions politiques ont eu leur temps. Assurer au pays l'indépendance, au citoyen le bienfait de lois équitables, c'est le prélude à peu près indispensable de toute modification sociale. Mais cela fait, il faut aborder la question principale, sous peine de la voir posée par la misère, et brutalement résolue par les révolutions.

Il est grand temps que cette étude se fasse, car la confusion et l'anarchie règnent dans toutes nos idées. On peut en juger par ce grand mot de progrès, que chaque parti inscrit orgueilleusement sur sa bannière. Si l'on avait nettement posé la question, précisé ce qu'est le progrès, indiqué en quoi il consiste, nous n'assisterions pas à l'étrange spectacle que nous avons, en ce moment, sous les yeux.

Les uns veulent le progrès et retournent résolument en arrière, comme si le progrès avait été oublié dans les haillons du passé.

Les autres veulent aussi le progrès, mais inquiets, incertains de l'avenir, convaincus intérieurement du vide de leurs idées, ils restent

dans une impassible immobilité qui contraste péniblement avec leurs prétentions.

D'autres enfin, plus logiques en apparence, mais moins sages en réalité, s'élancent à l'étourdie par le premier chemin venu, et entonnent l'hymne du progrès, ne sachant où ils vont.

Sans nous arrêter à critiquer de trop critiquables errements, tirons seulement quelques faciles conclusions de cette communauté de désirs, et de cette divergence de moyens.

Vouloir le progrès, c'est avouer que vous n'êtes pas encore dans le meilleur des mondes possibles, c'est reconnaître qu'il existe un remède aux maux dont vous souffrez, c'est confesser enfin que ce remède dépend de vous.

Mais chercher le progrès les uns à droite, les autres à gauche, ceux-ci en avant, ceux-là en arrière, c'est proclamer hautement que vous ne savez encore où il se trouve. En vain essayez-vous de déguiser cette ignorance, il n'est pas besoin de la parole, là où les faits sont si éloquents. Votre conduite nous le prouve, vous presentez un nouveau monde, mais vous ne savez pas comme Christophe Colomb la route qui y conduit.

Eh bien ! définir exactement le véritable progrès, indiquer les moyens de l'atteindre, tel est le but des idées nouvelles que je veux exposer succinctement. J'avais donc raison de dire que cette étude n'est pas inutile.

Mais à quoi bon des idées nouvelles, et qui se

jettent à l'écart des routes fréquentées? Ne vaudrait-il pas mieux perfectionner lentement, faire aujourd'hui un pas, demain un autre, marcher constamment vers le mieux, laisser à nos enfans un état social préférable à celui que nous avons reçu de nos pères, et leur confier la mission de l'améliorer encore. A chaque jour suffit sa besogne; l'œuvre du progrès est celle de tous les siècles, le nôtre n'a pas eu mission de se dévouer pour ses successeurs. Ainsi parlent beaucoup de personnes, et non sans quelque apparence de raison.

Cependant, demandez à un architecte ce qu'il en coûte à perfectionner un vieil édifice et ce que l'on obtient au prix de beaucoup de dépenses.

Demandez à un mécanicien, si, en modifiant les charriots actuels, changeant ici une roue, là un essieu, on aurait obtenu la locomotive?

Voulez-vous me dire comment le perfectionnement de l'écriture vous aurait conduit à l'imprimerie?

Comment la trirème antique successivement perfectionnée, vous aurait procuré le navire à voile, et celui-ci le bateau à vapeur?

Comment enfin, en donnant à l'acier un tranchant plus sûr, au bras du chirurgien une agilité plus grande, vous auriez enlevé la douleur au patient comme vous le faites avec l'éther ou le chloroforme.

Ce qui a lieu pour les arts où aucune découverte capitale ne procède de perfectionnemens

successifs, mais bien d'inventions nouvelles, en dehors de toutes les idées reçues, ne saurait-il avoir lieu pour le perfectionnement des sociétés ? il serait à coup sûr fort imprudent de le nier.

Remarquez-le bien encore : si le véritable progrès ne devait résulter de conditions nouvelles, si la science de la constitution définitive des sociétés n'était pas en dehors de toutes les idées reçues, la grande tâche qui nous reste à accomplir et qui fera la gloire du XIX^e siècle, serait maintenant terminée. Croyez-vous que nos pères, s'ils avaient connu les moyens d'asseoir, sur la prospérité de chacun, les fondements de la prospérité de tous, de concilier enfin l'ordre et la liberté, nous eussent laissé cette besogne à faire. Alors que l'ouragan de la révolution remuait l'Europe, et bouleversait jusque dans ses fondements notre vieille société, roi ou peuple, Montagnards ou Girondins voulaient sincèrement le bien, mais ils ignoraient les moyens de le réaliser, et ce fut leur malheur. Ils ont eu les uns et les autres de bons désirs, de sublimes aspirations, de courageux dévouements. Mais la science leur faisant défaut, leur œuvre s'est écroulée et les a ensevelis sous ses débris.

Ce qu'ils ignoraient, pour faire mieux qu'eux, nous devons le savoir, et pour le savoir nous devons l'étudier.

Une réflexion encore :

Pour aborder avec fruit une étude nouvelle, il

faut avoir soin de se dégager l'esprit de toute idée préconçue, et de se trouver dans cet état de pureté et d'énergie mentales, qui permet de reconnaître la vérité et de se donner à elle. Cette disposition intellectuelle assez semblable à celle du juge qui se recueille avant de décider, est recommandée pour l'étude de toutes les sciences, Loin de moi cependant la pensée de la réclamer, pour les quelques pages où j'expose des idées nouvelles. Je craindrais d'effrayer à l'avance mes lecteurs. Mais je puis demander, qu'on examine sans parti pris, et que, si par hasard la raison disait oui, et le préjugé non, si de vieux souvenirs protestaient contre de nouvelles convictions, je puis demander que force reste à la raison et à la vérité.

Ceci dit, j'entre en matière.

CHAPITRE II.

La base de toute sérieuse amélioration sociale, est l'augmentation des richesses. — Le point de départ de toute réforme, la Commune.

J'ai essayé dans ce qui précède, de prouver la légitimité de nos recherches vers un meilleur ordre social, et l'importance secondaire des questions purement politiques. J'ai indiqué, en même temps, que le véritable progrès ne pouvait résulter de perfectionnemens successifs apportés à des systèmes dont le passé nous a révélé la radicale impuissance.

Posons-nous donc sérieusement, en face de notre raison, le problème de la destinée humaine et avisons à le résoudre.

Être heureux, tel est le but de tous et de chacun ; divers sont les moyens de l'atteindre, mais toujours le bonheur est la fin dernière de tous nos efforts.

Bien définir le bonheur c'est par là même, bien diriger les actes qui y tendent, c'est-à-dire la vie tout entière. Essayons de le faire.

La santé, cette condition première du développement de nos facultés, les affections qui nous initient aux épanchemens de l'amitié, aux extases de l'amour, aux joies de la paternité, l'ambition avec son noble orgueil, l'intelligence avec ses plaisirs sublimes, et enfin la richesse, tels sont, à coup sûr, les plus solides fondemens de tout bonheur ici-bas.

Loin de moi je l'avoue cette indifférence que l'on affecte assez volontiers à l'endroit des richesses. Ce que deviendraient certains désintéressement de parade si je les grattais un peu au vif, je le sais trop bien pour m'arrêter à une justification inutile; mais je dois dire, afin de ne laisser aucun doute sur ma pensée, que la richesse est selon moi, le moyen du bonheur, non le bonheur lui-même, qu'il faut la faire entrer dans tous les calculs qui concernent l'homme, sous peine de méconnaître la réalité des choses, mais que l'y faire entrer toute seule, c'est à la fois manquer d'esprit et de cœur.

A ceux qui m'accuseront de matérialiser le bonheur en lui donnant la richesse pour point d'appui, je répondrai : croyez-vous que lorsque l'homme est écrasé sous un travail incessant, mal vêtu, mal logé, mal nourri, il s'en porte mieux? Pensez-vous que lorsqu'il est aux prises avec la misère, il soit disposé à aimer ses semblables, et ne voyez-vous pas tous les jours l'intérêt faire taire les sentimens les plus sacrés? Peut-on cul-

tiver son intelligence, je vous le demande, quand on est harcelé par le besoin, et n'est-ce pas une amère dérision que de parler de droits politiques à celui qui, comme l'ouvrier français, abdique chaque jour sa liberté pour vivre, et meurt de faim s'il n'a un maître?

Santé, affection, indépendance, moralité, rien de tout cela n'est possible, en général, sans, au préalable, une certaine aisance. Médecis le comprenait bien, lui, qui avec trois aunes de drap voulait faire un honnête homme, et aussi ce Henry, de populaire mémoire, qui voulait mettre la poule au pot du laboureur.

Si la France est tellement pauvre, que sa fortune répartie entre tous ne puisse donner à chacun plus de *onze sous par jour* suivant certains économistes, plus de *vingt* suivant d'autres, et de l'avis de tous, beaucoup trop peu pour être à l'aise, il faut, toute discussion cessante, s'occuper des moyens d'augmenter la fortune publique.

Vainement on la nivellerait sur tous, comme quelques personnes y songent, dit-on, à la place d'une misère générale au-dessus de laquelle surnagent quelques rares opulences, nous aurions le niveau inflexible d'une médiocrité besogneuse, fertile en souffrances et en haines, la société y aurait-elle gagné? Je ne le pense pas.

La nation est pauvre, tâchons de la faire riche, et pour cela, utilisons le temps, le travail, l'intelligence de tous ceux qui peuvent concourir à la

production des richesses, et qui aujourd'hui s'épuisent dans une stérile activité. Ainsi le soldat que la loi condamne à sept années de travail inutile ; ainsi le douanier, cet impôt incarné qui veille à nos barrières ; ainsi encore cette nuée d'agens de toute espèce qui n'ont qu'une utilité relative, et sont l'expression vivante de notre complication sociale.

Sachons par de meilleures combinaisons réduire le commerce au nombre d'agens strictement nécessaire et supprimer le lourd et stérile impôt qu'il frappe sur toute la nation.

Coupons dans la racine ces procès qui divisent les citoyens, leur font perdre leur temps et leur argent, et nourrissent dans une improductive activité toute une armée de légistes. Transformons en travailleurs utiles, l'oisif de bon ton, qui se fait un point d'honneur de son inutilité, le mendiant qui implore l'aumône à la porte de nos maisons et tous ces gens enfin qui exploitent la société par de coupables industries.

Certes, si nous obtenons ce résultat, nous aurons déjà largement augmenté la fortune du pays, car le nombre de ces hommes, improductifs aujourd'hui, utiles demain dans un nouvel ordre social, n'est pas si petit qu'il ne fasse quelques millions. On est surpris quand on songe aux dépens de quel nombre de travailleurs vit toute la nation, et l'on comprend alors la portée de ce mot de Franklin : *La Société serait assez riche si chaque*

homme travaillait seulement quatre heures par jour;

Ramener au travail tous ceux qui le fuient, à la production tous ceux qui consomment sans produire, telle est donc la première condition de notre problème. Mais il faut obtenir ce résultat, sans contrainte, par l'attrait seulement, tout respect gardé pour le libre arbitre et la fortune et la position de chacun, car nous ne pouvons songer à introniser le bonheur par la violence et à fonder ce bien-être public sur le malheur des particuliers.

Si non contents d'augmenter le nombre des travailleurs utiles de la société, nous les mettons encore dans de meilleures conditions pour produire beaucoup; si nous remplaçons l'ouvrier salarié et partant indifférent pour le résultat de son travail, par l'ouvrier associé, c'est-à-dire passionné pour son œuvre; si à l'agriculture routinière, sans intelligence, ni capitaux, nous substituons un art agricole, ayant tout ce qui manque au nôtre et aux petites industries qui font peu et mal, les grandes industries qui font vite et bien, certes nous obtiendrons encore un grand accroissement de produits, et nul ne saurait calculer ce qui résultera d'aisance de ces conditions nouvelles.

Tel homme était né mécanicien, il vit juge ou avocat; la nature avait fait de celui-ci un habile agriculteur, la société en fait un mauvais copiste. Tel homme d'état vit ignoré dans une retraite qui lui pèse, et tel autre simple et modeste est

porté par le flot du hasard au faite des grandeurs.

Ce renversement complet de la hiérarchie naturelle n'est pas seulement une suprême injustice, une cause de malaises et de bouleversements, c'est encore la plus coûteuse de toutes les sottises. Nous devons l'éviter avec soin, et nous imposer pour règle, de mettre chaque homme à la place que lui assigne la nature et vers laquelle le font invinciblement graviter tous ses penchants.

L'aisance n'est à vrai dire que l'excédant de nos recettes sur nos dépenses, la balance définitive de nos comptes. Elle croît, quand les recettes s'augmentent, elle croît encore quand les dépenses diminuent. De là donc une nouvelle face de notre problème économique, et la question de réduction de dépenses qui surgit ainsi, n'est guère moins importante que l'autre.

Certes quand on voit dans un village, quatre cents feux pour faire quatre cents mauvaises soupes et maigrement chauffer quatre cents ménages, autant de caves, d'écuries, de greniers qu'il y a de familles, on reconnaît bien vite la possibilité de sérieuses réformes économiques, qui, tout en augmentant le bien-être, diminueraient les dépenses. Le soldat en effet, n'est-il pas mieux nourri, mieux vêtu, mieux logé, que l'ouvrier de nos chantiers, et à bien moindre prix ? Ce qui se fait pour le soldat, ne saurait-il être imité pour

le reste de la société en tenant compte, comme de juste, de la différence des conditions et n'imposant à qui que ce soit un sacrifice de dignité ou d'indépendance personnelles? c'est ce que nous devons examiner avec soin.

Accroître la richesse publique, ce n'est pas tout encore, il faut la répartir équitablement. Quelques lignes suffiront à montrer, dès à présent, toute l'importance du problème de la répartition sur lequel nous insisterons plus tard.

Aujourd'hui les progrès industriels qui augmentent la fortune des peuples, ont pour conséquence d'accroître l'opulence des hautes classes et la misère des autres. Les richesses se concentrent dans quelques mains et abandonnent peu à peu les couches inférieures de la nation, au flot toujours montant, du paupérisme. Ce résultat est tellement forcé que l'on peut sans crainte d'erreur, mesurer à l'augmentation du nombre des pauvres, les progrès industriels accomplis dans un pays et même l'accroissement de fortune des classes riches. Si cette assertion semble paradoxale, que l'on jette les yeux, sur l'Angleterre, la Belgique et les départemens les plus industriels de la France, et l'on reconnaîtra bien vite qu'elle n'est malheureusement que trop exacte.

L'économiste qui voit tout à la lueur des statistiques, s'inquiète peu de ce fait. S'il y a réellement augmentation de richesses dans un pays, il affirme sur la foi des moyennes qu'il y a accrois-

sement de bien-être pour tous les habitans de ce pays. S'il rencontre quatre personnes, ayant l'une 20.000 francs de rentes et les trois autres rien, il les considère dans ses calculs comme ayant chacun 5,000 francs de rentes. Si l'une a diné comme quatre, et les autres ont jeuné, il les regarde en moyenne comme ayant toutes suffisamment diné.

Pour nous, qu'aucune erreur scientifique n'engage, nous ne saurions partager un semblable optimisme; nous dirions même volontiers, périsse l'industrie, si elle devait toujours produire d'aussi désastreux résultats, et s'il n'était possible de porter remède à ses vices actuels par une équitable loi de répartition.

Pour nous donc ce problème de la répartition, complètement négligé par les économistes, a une immense importance. Il porte dans ses flancs la misère ou l'aisance, la tranquillité ou les bouleversements. Il peut devenir, selon qu'il sera résolu, la cause de la ruine ou de la prospérité des nations.

Notre formule générale de répartition sera celle-ci : *A chacun suivant son concours à la production.* Dans ces termes : elle se justifie par son seul énoncé.

Si nous voulons la rendre plus explicite, et par là même plus facile à mettre en pratique, l'observation suivante nous le permet.

L'homme qui a fourni le capital a concouru

évidemment à la production, car sans capital, c'est-à-dire, sans terres, sans machines, sans chutes d'eau, sans instruments, rien ne peut être obtenu.

Rien encore sans le travail, car la terre, si personne ne l'exploite, les instrumens, si aucun bras ne les met en œuvre, restent frappés de stérilité.

Le capital mal exploité produit peu; mal dirigé le travail s'épuise en inutiles efforts. Donc aussi part doit-être faite au talent.

Capital, travail et talent, telles sont les trois facultés qui concourent à la production et ont droit aux produits. A chacun donc suivant le capital qu'il a fourni, le travail qu'il a fait, le talent qu'il a déployé. Ainsi le veut l'équité.

C'est cette formule qui devra présider à la répartition dans la nouvelle société que nous voulons construire; sans elle point de justice, sans elle point d'accord.

L'homme *ne vit pas rien que de pain*, nous aurons donc à voir aussi, comment il peut être amélioré et développé tout entier, corps et âme, cœur et intelligence; mais comme avant tout *il vit de pain*, nous avons dû songer à lui en fournir suffisamment. La nourriture de l'âme ne lui fera pas défaut non plus, et nous indiquerons en temps et lieu, de quelle manière elle lui sera donnée.

Pour ne pas paraître batailler dans le vide, et poser ambitieusement des principes qu'aucune

réalisation ne doit suivre, hâtons-nous d'arriver sur le terrain d'expérimentation.

A l'exemple de tant de faiseurs de bouleversemens politiques, nous n'avons garde de vouloir appliquer dès l'abord notre système à toute la nation, pas même à un département ou à un canton. D'aussi graves intérêts ne sauraient être exposés sur la foi d'un système, fût-il le mieux conçu. Une lieue carrée de terrain, et dix-huit cents habitans, une commune en un mot, voilà tout ce qu'il nous faut.

Cependant qu'on ne s'y trompe pas. Ainsi restreinte l'expérience a encore une immense portée; car le canton, l'arrondissement, la province et la nation ne sont que des réunions de communes, et si l'on parvient à faire vivre dans l'abondance, dans l'union, dans le bonheur enfin, tous les habitans d'une commune, on aura résolu le problème pour la nation tout entière.

La commune est la molécule élémentaire de la société, c'est par elle que toute réforme doit commencer, c'est sur elle que toute modification sérieuse doit être faite.

Hors de là, il n'y a que dangers à courir, que stériles bouleversemens à craindre.

CHAPITRE III.

Culture et ménage associés. — Division du travail.

— *Variété dans les occupations. — Travail attrayant.*

A quoi sont dûs les progrès des sciences physiques? A l'expérience qui a permis de rectifier toutes les théories en les mettant en présence des faits. Ce qui a constitué la chimie, c'est encore l'expérience bien plus que le raisonnement. L'astronomie elle-même n'est devenue rationnelle que quand elle a pu confirmer ou détruire par des observations précises tous les systèmes successivement émis. Les sciences naturelles se sont constituées de cette façon, procédant tantôt par le raisonnement, tantôt par l'expérience. De là leur progrès, de là leur marche continue vers le but qu'elles poursuivent, de là enfin leur incontestable supériorité sur les sciences philosophiques qui sont à peine aujourd'hui plus avancées qu'au temps de Platon et de l'école d'Alexandrie.

Ce n'est donc pas rendre à une science un médiocre service, que de la doter d'une méthode expérimentale. Le problème paraît difficile pour

la science sociale, car si désireux que l'on soit de la vérité, si sûr que l'on puisse être de la justesse d'un système, il y aurait témérité, pour ne rien dire de plus, à en faire l'épreuve sur toute une nation. Il a été résolu du jour où l'on a nettement établi, que la commune étant l'unité, et la nation tout entière une réunion de ces unités, l'expérience faite sur une seule commune est concluante pour tout le reste. Réflexion bien simple en apparence, et cependant bien féconde en résultats; car ce que l'on ne pouvait essayer sur la nation, rien n'empêche de le pratiquer sur la commune, et dès lors les sciences sociales peuvent aussi faire appel à l'expérience.

La commune est donc notre champ d'expérimentation; prenons-la comme elle est presque partout aujourd'hui, principalement agricole, accessoirement industrielle, et voyons par quelles combinaisons, nous parviendrons à augmenter les richesses qu'elle produit.

Deux systèmes se disputent le sol : d'une part la grande culture possédant des capitaux, du crédit, des instrumens de travail, pouvant disposer les terrains suivant les convenances de chaque plante, mais n'employant que des bras mercenaires, indifférens au succès. D'autre part la petite culture, sans crédit, sans bons instrumens de travail, opérant sur un sol morcelé, mais rachetant tous ces désavantages par l'ardeur que donne le sentiment de la propriété. Ce sol émietté par le

morcellement, la bêche du petit propriétaire tant le retourne et le travaille, qu'elle finit par le cultiver mieux que la meilleure charrue.

Entre ces deux procédés le débat ne date pas d'aujourd'hui, et pourrait durer long-temps encore. Car chacun d'eux suivant les lieux, les temps, la nature du sol, peut successivement perdre ou regagner l'avantage. Mais tous deux sont inférieurs au système qui, employant à la culture d'un grand domaine des bras intéressés, ajouterait aux avantages que procurent la science, les capitaux, les bons instrumens de travail, cette indomptable énergie que l'instinct de la propriété allume chez tous les travailleurs.

C'est ce dernier système que nous adopterons, et pour cela nous cultiverons notre lieue carrée de terrain, comme un seul domaine, et nous nous garderons bien de le morceler pour en faire, un bel héritage à l'un, un médiocre à l'autre, un chétif à beaucoup.

Pour occuper les morts temps d'hiver ou de pluie, nous joindrons à notre exploitation agricole une usine dont les moteurs devront, en outre, nous rendre une foule de services domestiques ; montant l'eau dans les appartemens, y faisant circuler l'air et la chaleur, et nous épargnant tout le travail qu'exigeraient les mêmes services accomplis par la main des hommes.

Plus de voisins à craindre, partant plus de haies, de fossés, de clôtures, et avec eux dispa-

raissent les dépenses qu'ils occasionnent et les procès qu'ils suscitent.

Disposant d'un vaste territoire nous n'avons plus aucun intérêt, à faire descendre les champs au milieu des prés, les vignes au milieu des champs, à hacher le terrain si menu, que la bêche seule puisse le cultiver, à faire enfin de ces contresens agricoles que partout le morcellement entraîne.

C'est en vain qu'aujourd'hui les fermes modèles inventent des instrumens nouveaux, les comices agricoles, en préconisent l'économie et les bons résultats ; qu'importe au paysan qui a tout au plus de quoi acheter et entretenir quelques grossiers outils et qui n'a pas assez de champs pour en utiliser de plus perfectionnés.

Cinquante charrues suffiraient à la culture des terres d'un village, mais ces terres appartiennent à deux cents propriétaires, jaloux le plus souvent et ennemis les uns des autres. Chacun d'eux pour n'être pas forcé de recourir à son voisin, veut posséder en propre tous les outils nécessaires. De là, deux cents mauvaises charrues, mal attelées, pour mal faire la besogne que l'on ferait et que nous ferons parfaitement avec cinquante charrues perfectionnées et autant de bons attelages.

Ainsi, dans notre grande exploitation, nous pourrons dépenser beaucoup moins en frais d'outils que l'on ne dépense maintenant, et suivre

cependant tous les progrès de la mécanique agricole.

Les quatre cents caves, écuries, greniers, seront remplacés par une seule cave, une seule écurie, un seul grenier; de là économie de construction, de là aussi économie de temps et de peines pour les soins qu'exigent les denrées ou les bestiaux.

Ces premières dispositions sont importantes, les suivantes ne le sont guère moins.

Aujourd'hui que d'instruction il faudrait à l'agriculteur qui voudrait connaître à fond sa profession. Prés, vignes, bois et champs ne se cultivent de la même manière; fourrages, blés, vins, huiles ne se conservent non plus de la même façon. L'élève des bestiaux est toute une science à peine connue, malgré les efforts des *Bakewell* et des *Guenon*. La préparation des engrais, cette pharmacie végétale est encore dans l'enfance. Nul cultivateur ne peut savoir à la fois tout cela, et dès lors forcément, fait bien la chose qu'il connaît, mal celles qu'il ignore, quand il ne lui arrive pas de les ignorer à la fois, et de les faire mal toutes.

Dans notre exploitation il n'en sera pas ainsi. Tel dirigera la culture des vignes, tel autre celle des bois, celui-ci aménagera les récoltes, celui-là préparera les engrais. Chacun se chargeant d'une fraction du travail pourra la connaître à fond et l'exécuter parfaitement. Notez encore ce point-

ci : nous n'appliquerons pas au hasard nos travailleurs à la direction d'une besogne quelconque, mettant celui qui aime les bestiaux, à la culture des forêts, celui qui se plaît à la manutention des récoltes, au soin des engrais. Nous laisserons chacun se diriger vers la branche de travail qui lui présentera le plus d'attraits, sûrs que dès lors il y réussira mieux. Car nous admettons que l'aptitude à une science ou un art se mesure à l'attrait qu'il vous inspire. Vérité bien vieille déjà et cependant bien peu utilisée.

Le principe de la division du travail préconisé par Adam Smith a décuplé les forces de l'industrie et peut rendre le même service à l'agriculture. Rien n'empêche, en effet, de fractionner chaque opération agricole en petites besognes qui n'exigeront des ouvriers, ni une grande intelligence, ni un long apprentissage. Alors chaque détail pourra être indifféremment abordé par tous les travailleurs, et bien exécuté par eux ; et tous ces détails bien faits, l'ensemble le sera aussi. A celui qui mettrait en doute, non la fécondité de ce principe, car aujourd'hui c'est chose dûment constatée, mais la possibilité de l'appliquer à l'agriculture, je répondrai : qu'au temps de la révolution, un ingénieur français nommé Prony, a fait exécuter par les garçons perruquiers de Paris, que la chute du Catogan avait réduits à la misère, les calculs d'une table de logarithmes unique encore au monde et qui se trouve déposée à

l'Observatoire. Grâce au principe de la division du travail, il lui a suffi d'apprendre à ses ouvriers, l'*addition* et la *soustraction*, pour les mettre en état d'exécuter cette immense et très-difficile entreprise. Ce qui s'est fait pour une œuvre scientifique d'une pareille portée, est possible sans aucun doute, pour les besognes agricoles, et avec le même succès.

Ainsi donc, division dans le travail, mais aussi variété. Car il ne faut pas l'oublier, si l'uniformité et la permanence du travail sont les conditions essentielles du bon emploi des machines, il faut la variété pour tous les moteurs animés. Aux prises avec une besogne qui n'exerce qu'une partie des membres du corps ou des facultés de l'intelligence, l'ouvrier se lasse vite et produit peu. Mais faites succéder à une occupation sédentaire un travail actif, à un labeur qui a occupé les bras, un autre qui mette les jambes en mouvement, et vous placerez constamment vos travailleurs dans les meilleures conditions pour produire. — La santé d'ailleurs, s'accommode bien d'un régime qui occupant successivement tous les membres, ne permet à aucun d'eux de s'atrophier faute d'exercice, ou de se développer monstrueusement par un travail outré. L'intelligence y trouve également son compte.

Plaisante société que la nôtre : l'un souffre pour n'avoir pas pris assez d'exercice, son voisin souffre également pour en avoir trop pris. Une

besogne toute matérielle éteint l'intelligence de l'ouvrier des manufactures, un travail intellectuel trop prolongé détruit la santé du savant. Sottises et abus que nous éviterons par les dispositions indiquées plus haut.

Aujourd'hui le paysan, musard par nature, ennuyé de son travail solitaire, harassé de la monotonie de son ménage, court volontiers au marché, dans le désir d'y apprendre des nouvelles et de faire quelques stations au cabaret. Tout lui est prétexte, un sac de grains à acheter, un veau ou une poule à vendre, et il perd ainsi le sixième de son temps, c'est-à-dire, de son travail, quand il ne perd rien de plus (1). Les fêtes catholiques supprimées par le concordat ne causeraient pas de plus grands dommages au pays. — Dans la commune associée, les nombreuses réunions, les fréquentes alternances de travail feront disparaître l'ennui. Les ventes en gros, opérées par l'association n'exigeront que le déplacement d'un petit nombre de personnes, ainsi il n'y aura plus ni cause, ni prétexte à ces courses continuelles et à ces incessantes pertes de temps. Par ce seul fait on augmentera presque d'un sixième la quantité de travail fournie par les ouvriers.

(1) Maître Jacques Bujault, des Deux-Sèvres, évaluait les dépenses du cabaret dans son département au double de l'impôt.

Qu'on ne s'y trompe pas, lorsqu'il sera exercé dans les nouvelles conditions que nous indiquons, les ouvriers se garderont bien d'éviter le travail, ce ne sera plus pour eux une peine, mais bien un véritable plaisir. *Le travail* devenu un *plaisir*, ceci sent le paradoxe, et voilà deux mots qui hurlent de se trouver ensemble. Oui bien en apparence, mais non en réalité. Car je vous le demande, le bal n'est-il pas sans contredit un plaisir et des plus vifs; cependant lorsqu'on y réfléchit bien, quoi de plus maussade et de plus fatigant que de marcher, courir, sauter toute une nuit dans une chambre; on me payerait cher j'en jure pour faire cet exercice, s'il n'avait avec lui quelque chose qui le rend plaisir. Ce quelque chose, c'est la compagnie de belles jeunes-filles, dont chacun se dispute les doux regards, c'est la présence de nos amis, ce sont les douces causeries, c'est la musique encore. Eh bien, ne remarquez-vous pas que tous ces accessoires qui font de la danse, triste travail par lui-même, une chose si pleine d'attraits, nous pouvons les introduire dans nos ateliers. Rien ne nous empêche d'avoir près de nous, au milieu de nos groupes de travailleurs, nos mères, nos amis, nos amantes; rien ne nous empêche encore dans les moments de fatigue de nous aider de la musique, de stimuler l'émulation de chacun, nous pouvons aussi avoir des ateliers propres, convenables, bien aérés; et dès lors je vous le demande,

travailler dans de pareilles conditions ne sera-ce pas un plaisir? Aussi, quand elles seront réalisées, le travail sera de bon ton, l'oisiveté méprisée, et s'il existe encore des malfaiteurs, soyez sûrs qu'on les condamnera non au *travail*, mais au *repos forcé*.

Augmenter les produits, telle était la première partie de notre programme, les dispositions que je viens d'esquisser, y satisfont largement. Diminuer les dépenses, telle était la seconde, et pour la remplir, il nous suffira d'indiquer comment sera installé le ménage de la commune.

Plus de chaumières tristes à l'œil, froides au cœur, véritables tanières humaines, où végètent dans l'ombre et les privations tant de pauvres familles. C'est un palais que nous allons construire; non pas, je me hâte de le dire, que nous devions y employer le marbre, les opulentes colonnades, les métaux précieux; non, il sera palais par sa masse imposante, par ses heureuses dispositions, par les commodités d'existence qu'il procurera, mais construit modestement dès l'abord, ainsi qu'il convient dans un siècle misérable comme le nôtre. Le voici: Sur l'une des aîles s'élève l'église, puis tous les édifices consacrés à une destination religieuse, tels que l'hôpital avec ses dépendances, lingerie, pharmacie, etc., et les salles d'éducation de l'enfance.

A l'autre aîle, la bourse, le théâtre, les bibliothèques, salles de concerts, de bals, etc., Tout

ce qui sert aux réunions de plaisir et d'instruction.

Au centre, les logements de nos travailleurs; dans les caves, les cuisines avec calorifères; dans les combles, les greniers, les réservoirs d'eau. En arrière, l'usine et les ateliers de menuiserie, de forge, de charronnage, etc.

Nul édifice, aujourd'hui, ne pourrait donner une idée juste de cet ensemble, pas même le Palais-Royal, celui qui, actuellement, s'en éloigne le moins. Mais ce qui le caractérise surtout, ce sont des rues intérieures ou galeries, régulant aux divers étages, chauffées ou ventilées, suivant les saisons, et mettant tous les appartements en communication commode.

Mais où prendrez-vous, dira-t-on, tout l'argent nécessaire pour construire ce palais? Et où prend-t-on, je vous prie, tout l'argent nécessaire pour construire les quatre cents mesures du bourg actuel et son église et sa maison d'école, qui, tout compte fait, ne doivent guère moins coûter? Toutes les fois que l'on a voulu loger confortablement un grand nombre d'hommes, n'a-t-on pas réuni, par motif d'économie non moins que de beauté, toutes leurs habitations dans une seule ruche humaine, couvent, caserne, collège, hospital. Et, d'ailleurs, tout cela ne doit pas se faire par-tout à la fois.

Mais dans une habitation commune, ne sera-t-on pas assujéti à une même règle, et l'ordre

n'excluera-t-il pas la liberté? Pourquoi donc? Est-ce que par hasard les divers habitants du Palais-Royal ne seraient pas parfaitement indépendans les uns des autres.

Mais n'aurez-vous pas pour tous les mêmes logements, trop somptueux pour ceux-ci, trop modestes pour ceux-là. Et vraiment, est-ce que le gouverneur des Invalides est logé comme les soldats qu'il commande? et pensez-vous de bonne foi, que tous ceux qui habitent les Tuileries aient des appartemens royaux?

Avec votre unique cuisine vous nous ramenez, dit-on encore, au régime du brouet noir qui pouvait convenir à des Spartiates, mais ne conviendrait guère à des Français du XIX^e siècle. En vérité, c'est trop douter de nos ressources et du talent de nos cuisiniers; voyez plutôt Véfour. Est-ce qu'il se borne au brouet noir, et à une seule espèce de cuisine? Non, il offre bonne chère et dîner varié suivant les goûts des convives, et il prépare tout cela dans un même atelier. Nous ferons comme lui.

Ainsi dans notre ruche communale, il y aura des appartemens de tous les prix, appropriés à tous les goûts; chacun prendra également la nourriture qui conviendra à son estomac et à sa bourse. Pour tout cela, comme aujourd'hui, la plus grande indépendance.

En rapprochant les habitations, nous n'avons d'autre but que de rendre plus faciles et plus éco-

nomiques les services de cuisine, de chauffage, de lingerie, les soins des enfants, des malades, en un mot, toutes les fonctions domestiques, auxquelles on pourra, tout en les faisant mieux, consacrer un personnel dix fois moins nombreux, un matériel dix fois moins coûteux qu'aujourd'hui ; de rendre les relations plus faciles entre ceux qui voudront se voir, tout en respectant l'isolement de ceux qui voudront vivre solitaires.

Ainsi donc, en associant les cultures, nous réalisons de très-notables bénéfices ; en associant les habitations, nous simplifions tous les travaux du ménage et les rendons économiques. Remarquons-le encore, ces dispositions, tout en augmentant les plaisirs inhérens à la vie de campagne, permettent à nos travailleurs de jouir également de tous ceux que peuvent se procurer les citadins, non pas seulement dans de petites villes, mais dans les plus grandes, et partant de combattre la tendance qui fait affluer la population dans les villes, au grand détriment de l'agriculture, cette mère nourricière du pays.

Tous ces avantages nous les obtenons par un seul principe qui est écrit en visibles caractères dans tous les aménagements de nos cultures, dans toutes les dispositions de notre architecture, en un mot, par l'association, véritable fée des temps modernes.

CHAPITRE IV.

Conséquences du travail attrayant et du ménage sociétaire.

Rendre tout travail agréable et tout plaisir utile, tel est sans contredit le beau idéal de l'organisation des sociétés. Je prétends que dans notre commune associée nous pouvons l'atteindre, et c'est là, certes, une hardiesse qui doit trouver bien des contradicteurs. — Courbés, comme nous le sommes, à tous les étages de la société, sur un métier qui ne nous plaît guères, nous unissons instinctivement l'idée de souffrance à celle de travail, et nous traduisons volontiers ces paroles des livres saints : *Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front*, par celles-ci : *Tu seras constamment malheureux*. Injure gratuite à celui qui pouvant tout, nous aurait créés pour le malheur.

Presque toujours, jusqu'à présent, la douleur a été l'assidue compagne du travail, et nous avons bien pu, généralisant cette loi du passé, croire qu'il en serait toujours ainsi. Mais la raison autorise-t-elle une aussi désolante conclusion ? c'est ce qu'il nous reste à voir.

On irait loin dans le champ des négations si l'on affirmait ainsi en toutes choses, que ce qui n'a pas encore été fait ne saurait l'être ; et pour ne parler que des arts, à combien de démentis ne s'exposerait pas le téméraire auteur d'un système négatif aussi outré.

Pour en revenir au travail, qu'est-il au fond, sinon l'exercice de nos facultés ; et le plaisir lui-même, l'exercice encore de nos facultés. Donc, au point de vue de la saine logique, travail devrait être plutôt synonyme de plaisir que de peine. Car enfin, ce ne sont pas des facultés différentes qui, mises en jeu, donnent les unes joie et les autres douleur. Ce sont les mêmes, et il n'est pas d'occupation habituellement pénible qui n'ait été exercée comme délassement.

Marcher est travail pour le facteur de la poste, plaisir pour l'homme de bureau. Monter à cheval est une corvée pour le postillon, une fête pour le gentleman. Faire de la musique, une besogne pour le professeur ou l'artiste, une récréation pour l'amateur. Il n'est pas, à ma connaissance, de rude métier qui n'ait été exercé comme délassement, et non par de pauvres hères seulement, mais par des rois. Charles IX était bon forgeron, Louis XVI habile serrurier, Louis XIV faisait de la pharmacie, et Louis XVIII cuisinait avec passion. Ainsi firent encore beaucoup d'autres que je pourrais citer, dérogeant volontiers et prenant plaisir à des métiers de pauvres diables.

Ce n'est donc pas le travail qui nous cause de la douleur, mais bien les conditions dans lesquelles il est exercé : modifiant ces conditions, nous pouvons enlever la douleur elle-même.

Dans l'antiquité, les fonctions industrielles étaient pour la plupart un supplice et une honte; aussi les réservait-on aux esclaves seulement. Quel homme libre, en effet, eut voulu, pouvant faire autre chose, tourner la meule en compagnie d'un cheval borgne ou d'un mulet rétif. Aujourd'hui, grâce aux machines, le travail n'est déjà plus un si rude supplice, et par suite l'on a cessé de mépriser ceux qui s'y adonnent.

Un pas encore dans cette voie de réhabilitation, et bientôt le travail sera attrayant et honorable; Dieu aidant, ce pas se fera comme l'autre. Le passé nous en est un sûr garant, car ce qui nous reste à faire n'est pas plus difficile que ce que nous avons déjà fait.

De cette simple transformation que de conséquences heureuses! Le travail rendu attrayant, personne ne l'évitera, et la ruche sociale ne comptera plus que des abeilles industrieuses, à la place des frêlons qui la dévorent aujourd'hui.

Le mendiant valide, cette plaie de notre époque, renoncera de lui-même à son honteux métier. Point ne sera besoin d'écrire en gros caractères à l'entrée de la commune associée : *Ici la mendicité est interdite*; le plaisir y pourvoira mieux que juges et prisons. Mais aujourd'hui, quel

appât offrez-vous à ces hommes insoucians qui préfèrent au salaire quotidien, le pain de l'aumône et ses humiliations. Vous leur présentez vos bagnes industriels, vos workhouses anglais, et vous vous étonnez que, même au prix d'un peu de misère, ils désirent conserver leur vie indépendante, le grand air et le soleil. Voulez-vous sérieusement éteindre la mendicité, faites pour vos pauvres ce qu'a fait à Oswald pour les pauvres de Strasbourg, l'intelligent M. Shultzenberger. Fondez une colonie agricole, où le travail ne soit pas répugnant, et vous reconnaîtrez bien vite que cette solution, non seulement est plus sage, plus humaine que toutes les autres, mais en même temps bien plus économique.

Dans notre commune associée, plus de mendiants; de voleurs pas davantage. Qui pourra songer à voler dans une société où tous les intérêts seront solidaires, où les produits du vol seront difficilement dissimulés et où personne ne sera plus misérable.

Quand on devient gueux on devient fripon, a dit un vieux proverbe, dont la vérité a déjà été bien des fois reconnue. Mais l'inverse est vrai aussi. *Devenant riche, souvent on devient homme de bien*, et il est réservé à notre nouvelle société d'en faire l'expérience à son grand profit.

Si quelques-uns volent encore, ce ne seront guère que des monomanes, gens qui sont dans l'ordre moral ce que les bossus et les boiteux

sont dans l'ordre physique, et sur lesquels on ne saurait songer à tailler le patron d'une société.

J'ai indiqué en peu de mots, combien sont économiques les dispositions du ménage sociétaire. Elles ont encore une portée plus haute et plus morale, sur laquelle il convient d'appeler l'attention.

Un penseur a dit : Le moulin à blé achevera la conquête de l'Algérie commencée par le canon. Il délivrera la femme Arabe du supplice de la meule, et gagnera à la cause de la civilisation, de nombreux partisans, sous toutes les tentes de la plaine, sous tous les gourbis de la montagne. Cette idée n'a pas été perdue. Des moulins à blé s'élèvent aujourd'hui en Algérie, et leur influence civilisatrice ne tardera pas à se faire sentir. Eh bien, ce que le moulin mécanique fait déjà pour les femmes Arabes, le ménage associé le fera pour les femmes européennes. Ces dernières, il est vrai, ne sont plus esclaves et machines à moudre le blé, mais elles supportent encore le lourd fardeau d'occupations toujours monotones, et souvent pénibles et antipathiques à leurs goûts. Le ménage associé les en affranchira. Et cette fois encore, à l'aide de la science, nous détournerons les maux que la morale nous enseignait à supporter patiemment.

Une seule personne, aidée par des machines, opérant dans une cuisine bien montée, préparera

facilement vingt fois plus de repas qu'elle ne pourrait en préparer aujourd'hui, et par suite il faudra vingt fois moins de personnes pour la préparation des aliments, ou ce qui revient au même, chacune d'elles travaillera vingt fois moins long-temps. La buanderie, la lingerie, les soins des enfants seront de même simplifiés et facilités. De là diminution de peine, et aussi accroissement d'estime, car tous ces travaux aujourd'hui dédaignés, gagneront en considération, lorsqu'ils seront opérés sur une grande échelle et auront la science pour auxiliaire. Ils s'élèveront à la hauteur d'un art, et les applaudissemens ne manqueront pas à ceux ou à celles qui sauront s'y distinguer.

Je n'hésite pas à le dire il y a plus de véritable souci de la dignité de la femme dans des recherches de cette nature, que dans tous les livres écrits à sa glorification. Pour elle comme pour nous, c'est dans les conditions de sa nature et de sa position que l'on doit trouver le secret de sa grandeur. Vainement vous raffinerez son esprit, vous développerez son imagination, si un instant après, elle doit retomber dans les triviales conditions de la réalité. Mais ennoblissez cette réalité elle-même, allégez le fardeau sous lequel ploie votre pauvre compagne, et son âme plus libre, saura bien sans vous, s'élever dans les hautes régions de la pensée.

CHAPITRE V.

Du commerce et de la répartition.

Savoir acheter est aujourd'hui un art nécessaire à qui ne veut pas payer chaque objet trois fois sa valeur. Mais cet art ne suffit pas encore, car si bien que l'on marchandé, on paie toujours beaucoup trop cher. La raison en est facile à concevoir. Chaque objet avant d'arriver au consommateur passe par cinq ou six mains intermédiaires. Aucune ne lui donne une nouvelle valeur, c'est souvent même le contraire qui a lieu, mais toutes le grèvent d'un nouvel impôt, ce qui est loin de faire compensation.

En mécanique ordinaire, nous estimons une machine d'autant moins parfaite qu'elle emploie un plus grand nombre d'engrenages intermédiaires entre la roue qui reçoit la force motrice et l'appareil qui l'utilise; car chaque engrenage, pour son mouvement propre, consomme une partie de la force qu'il est chargé de transmettre. En mécanique sociale de même, toute fonction qui ne sert qu'à la transmission des produits, comme

par exemple le commerce, devrait être réduite à sa plus simple expression.

Énoncer une vérité aussi claire, c'est la démontrer; j'insiste cependant. Cinq épiciers suffisent au commerce de détail d'une ville; ils débitent des marchandises achetées par eux pour une somme de 100,000 fr.; comme il leur faut en moyenne mille écus chacun, pour leurs frais divers et l'entretien de leurs familles, ils vendent, et doivent vendre leurs marchandises au prix de 115,000 fr. Un sixième épicier survient, que se passe-t-il alors? Évidemment la consommation n'est pas augmentée, on ne vendra toujours que la même quantité d'épices. Mais comme les besoins des débiteurs se sont accrus, comme il faut aussi mille écus au nouvel arrivant, ce n'est plus au prix de 115,000 f., mais bien au prix de 118,000 fr. que l'on vendra la provision de la ville. Et si on ne le fait pas ouvertement, au moyen d'une augmentation dans les prix de la vente, on aura recours à des falsifications, à des allègements de poids qui produiront le même résultat. Ceci est forcé, et cependant l'arrivée du nouvel épicier est toujours considérée comme une bonne fortune par les économistes du coin.

Suivant des calculs précis (1), le tribut prélevé

(1) Calculs agronomiques par M. Lemoine, ingénieur en chef des ponts et chaussées. Page 64.

par le commerce sur la vente des produits agricoles estimés en France à 4 milliards et demi, ne s'élève pas année moyenne, à moins de 1550 millions. En 1847, année de désastreuse mémoire, ce chiffre a dû être pour le moins doublé. Joignez-y encore les prélèvements faits sur les produits industriels, et vous reconnaîtrez facilement que le budget du commerce est plus lourd que celui du gouvernement. Mais il n'étale pas orgueilleusement ses colonnes de chiffres, il se fait petit, modeste, et reste insaisissable sous le manteau des transactions privées. L'autre au contraire, si justifiable en tant de points, soulève les malédictions publiques.

Dans notre commune associée, le budget du commerce sera singulièrement réduit. Une agence opérera les ventes et les achats pour le compte de la commune. Elle se mettra en rapport avec les agriculteurs et les fabricans, leur achètera directement leurs produits, et vendra ceux de la commune de la même façon; réalisant ainsi pour le compte de tous, l'énorme bénéfice qu'auraient prélevé les parasites commerciaux auxquels il eut fallu s'adresser dans l'ordre actuel.

Ainsi, par le seul fait des conditions nouvelles dans lesquelles nous nous sommes placés, nous voyons de toutes parts, augmentation de produits, diminution de dépense et en définitive accroissement d'aisance. Il ne nous reste plus qu'à montrer comment cette aisance doit se répartir entre tous.

Ah! je vous attendais là, dira plus d'un lecteur. Voyons, vous qui tancez si vertement l'ordre de choses actuel, comment vous trouverez un mode de répartition, sinon plus équitable, au moins plus facile que celui d'à présent. Chacun en effet a la part qu'il se fait; pour l'avoir plus grosse il faut travailler plus ou être plus adroit. Mais chez vous je ne vois pas trop comment les choses se passeront et je crains fort qu'au beau premier dividende tous vos associés ne se livrent bataille. Eh bien, moi je ne le crains pas, et voici mes raisons. Le proverbe l'a dit et il ne ment guère; *quand il n'y a pas de foin au ratelier les ânes se battent*, et si trivial qu'il soit, ce mot est vrai, non-seulement pour les ânes mais encore pour les hommes; le foin dans le ratelier des uns, l'aisance dans le ménage des autres, voilà souvent tout le secret de leur accord. Ceci est une simple observation destinée à faire comprendre que dans la commune associée, on ne sera pas porté comme aujourd'hui à se battre pour une épingle; quant à la répartition, j'ai déjà dit qu'elle devait être proportionnelle au capital, au travail et au talent, il me reste à indiquer comment cette proportionnalité peut se traduire en fait.

Du produit de l'exploitation de la commune, nous retranchons d'abord les impôts, car l'État passe avant tout, puis les frais de culte, d'hôpitaux, d'éducation, de bibliothèque, les frais généraux en un mot. Nous en reiran-

chons ensuite l'intérêt du capital, également le minimum assigné à chaque associé, minimum décent pour vivre, et donné, non comme une aumône, mais comme une juste compensation de l'appropriation du capital naturel par certaines mains, comme la sauvegarde enfin de la propriété. Tout cela retranché, il nous reste le dividende proprement dit, dont il s'agit de faire les parts équitables.

Or, supposons pour fixer les idées, que l'on ait attribué au capital les $\frac{4}{12}$ du dividende total, au travail les $\frac{5}{12}$ et le reste au talent : cette première division faite, il ne reste plus à tenir compte pour la sous-répartition des lots, que de droits de même nature.

Si pour former le capital d'un million, j'ai fourni mille francs, j'aurai droit au millième du dividende, de même mes co-associés. Le partage revient donc à une simple règle de proportion, qui se fait dans toutes les compagnies, et qui ne peut évidemment soulever aucune difficulté. Pas plus la rétribution de chaque travailleur, car si 100,000 journées de travail ont droit à une part de 200,000 fr., le dividende de chaque journée sera de 2 fr. et celui qui en aura tourni 150 aura droit à 500 fr. Pour tenir compte de l'inégalité entre les divers travailleurs, rien n'empêchera, prenant la journée d'un ouvrier ordinaire comme unité, de porter à 1 j. 20, 1 j. 30, 1 j. 50, celle des ouvriers

les plus forts, et de réduire à 0 j. 60, 0 j. 80 celle des plus faibles. Cela fait, tout reviendra encore en définitive, à un certain nombre de journées valant une certaine somme, et dont chacun aura fourni un nombre parfaitement connu au moyen des listes d'atelier. Quant à la fixation de la valeur relative des diverses journées, elle sera faite non arbitrairement par un chef, mais par chaque groupe de travailleurs qui en délibérera, l'intéressé présent, et de cette manière aucun conflit ne pourra naître.

Le temps passé à la direction des diverses branches du travail de la commune sera l'expression de la quantité de talent mise par chacun au service de l'association. Évalué ainsi numériquement, le talent se traduira en argent tout aussi facilement que le capital et le travail.

Ainsi chacun prendra dans le dividende total la part qui lui reviendra pour son apport en capital, en travail et en talent, et son dividende définitif se composera des lots partiels qu'il aura obtenus pour chaque faculté productrice.

Il n'y aura guère de discussions, car il n'est pas possible à celui qui n'a mis que 500 fr. de prétendre à une part proportionnelle à mille, à celui n'a qui fourni qu'une journée de travail, de réclamer sérieusement le paiement de quatre. Toute la difficulté consistera dans la fixation préalable des lots respectifs de chaque faculté. Mais elle sera moins grande qu'on n'est tenté de le

supposer, parce que la plupart des associés étant à la fois, capitalistes, travailleurs et directeurs de quelques fonctions industrielles, seront faiblement intéressés à faire prédominer un élément aux dépens des autres.

■ Nous avons pris pour point de départ de notre association, l'hypothèse d'une lieue carrée de terrain réunie en un seul domaine; où trouver sur notre sol de France, si morcelé aujourd'hui, une pareille étendue d'un seul morceau? Nous faudrait-il aller la chercher en Afrique, aux Indes, où qui pis est encore, arracher violemment la propriété aux mains qui la détiennent, ou bien enfin nous contenter de rêver cette nouvelle organisation, sans pouvoir aspirer à la réaliser? Rien de tout cela, ni violence, ni exil, ni abandon de nos projets. Prouvons simplement combien ce système serait avantageux à tous, au capitaliste aussi bien qu'à l'homme de peine et qu'à l'homme de science, et le reste deviendra facile, car les hommes courent volontiers où ils espèrent trouver leur avantage. Pierre, Jacques, Philippe, propriétaires, comprenant ce qu'ils perdent à travailler isolément, ce qu'ils gagneraient à se réunir, conviennent de former une association. Leurs voisins se joignent à eux, et leurs propriétés, estimées d'un commun accord sont mises en exploitation commune. Chacune d'elle est remplacée par un titre régulier, hypothéqué sur l'ensemble, et donnant droit aux intérêts et au dividende du capital.

Cette transformation de la propriété est déjà par elle-même un très-grand avantage. En effet, si aujourd'hui sur un bien de 1,000 fr. s'abat une grêle, une gelée, une inondation qui fait pour 100 fr. de dégat, c'est tout perte pour le propriétaire. Le même bien mis dans l'association et soumis au même désastre, ne causera plus à l'ancien propriétaire qu'une perte proportionnelle, de mille à un million, c'est-à-dire de dix centimes. En un mot, par le seul fait de ces combinaisons, il y a déjà assurance mutuelle entre tous les habitants de la commune.

Avec le système actuel de propriété, l'homme est rivé au sol, possédé par la terre autant qu'il la possède, forcé de la surveiller, de la défendre, et ne pouvant toujours s'en défaire quand il lui plaît; car chacun le sait, soyez pressé de vendre, et personne ne se présente, ou bien se présentant, chaque acheteur vous met le couteau sur la gorge. Dans notre nouveau système, la propriété s'emporte en un bon titre, ne dépérit pas puisqu'elle est toujours cultivée par la commune, donne droit aux dividendes, et peut être vendue en tout lieu comme une rente sur l'état, étant tout aussi solide, et beaucoup plus productive.

En un mot, tout en restant sûre comme les biens fonds qu'elle représente, la propriété devient, entre nos mains, mobile comme les valeurs de commerce dont elle emprunte la forme, et doublement précieuse par cette réunion d'avantages.

Notre commune ne se composera pas seulement des propriétaires, elle contiendra aussi des ouvriers; seulement ces derniers ne sont plus salariés, mais associés ayant part au produit, et se gardant bien de l'amoinrir en travaillant mal.

Dépensant moins qu'aujourd'hui et gagnant plus, ils feront rapidement des économies, les placeront dans l'association, et augmenteront ainsi le capital dont on n'a jamais de trop. Devenus à leur tour propriétaires, ils seront doublement intéressés au succès et à l'ordre.

A l'ordre entendez-bien: Et ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on regarde comme d'une bonne, d'une excellente politique, de faciliter au plus grand nombre l'accès à la propriété. Seulement, le faire au moyen du morcellement, c'est appauvrir à la fois la terre et la nation, par l'association c'est les enrichir toutes deux.

Ce n'est pas le gouvernement seul qui est intéressé à l'ordre véritable, c'est nous tous aussi, dont les révolutions font mal les affaires.

Aussi pour ma part je regarderais comme le plus beau jour de ma vie, celui où je verrais le plus pauvre ouvrier avoir son titre de propriété; volontiers pour cela, je donnerais une année de mon plus clair revenu, sûr de manger le reste en paix, et d'être pour toujours à l'abri des révolutions.

CHAPITRE VI.

Esquisse de l'accord passionnel.

Si l'homme n'avait ni cœur, ni intelligence, et par suite, rien à désirer au-delà du vêtement, de la nourriture, du logement, de l'aisance en un mot, je pourrais m'arrêter ici et dire : voilà tout le problème social résolu, car voilà tous les besoins matériels de l'homme satisfaits. Mais pour nous, l'homme est affection et intelligence, plus encore que matière, et nous devons, sous peine de laisser son bonheur incomplet, pourvoir aussi aux besoins de son âme. La *richesse* générale est donc pour nous le moyen, et non le but du bonheur, c'est la seule voie praticable de perfectionnement moral et intellectuel. Tout système social qui ne prend pas la richesse pour base, est impuissant par ce seul fait, mais tout système qui ne cherche rien au-delà, est immoral et grossier.

Sous peine d'être condamnés par nos paroles même, nous devons donc nous imposer pour condition de donner satisfaction à tous les besoins légitimes de l'âme humaine, c'est-à-dire de per-

fectionner les sens de l'homme, d'agrandir son intelligence, et surtout d'ennoblir et de vivifier ses affections.

Perfectionner les sens de l'homme, c'est peu en apparence, c'est immense en réalité, car nos sens sont les fenêtres de l'intelligence sur le monde extérieur; ces fenêtres fermées, la nuit se fait dans l'ame. Si nos sens ne nous apportent que des perceptions inexactes ou confuses, les idées qui en dépendent, perdent leur éclat et leur netteté. En travaillant à raffiner les sens, nous aurons donc par ce seul fait travaillé aussi au profit de l'intelligence. Or, que sont les sens aujourd'hui pour la plus grande partie des hommes. Le tact a disparu sous une épiderme bronzée par les intempéries; l'œil s'est habitué au spectacle de la laideur et du désordre, l'oreille aux accords faux; c'est bien pis encore pour l'odorat et pour le palais. Nos sens sont tous pervertis ou émoussés, et ne font parvenir à notre ame que des sensations incomplètes ou blessantes; dans la commune associée, au contraire, l'œil trouvera partout le spectacle de l'ordre et de l'harmonie, les oreilles seront de bonne heure habituées à la musique qui formera une des branches importantes de l'éducation. Les travaux exécutés dans de meilleures conditions, et d'une manière moins continue, n'endurciront plus la peau humaine à l'égal de celle des animaux. Et enfin il sera très-facile d'éviter ce luxe d'odeurs désagréables qui

nous assiégent partout, et de substituer à la nourriture souvent repoussante des ouvriers actuels, des aliments plus sains et plus agréables. Cela fait, nous aurons procuré à l'ame tous les avantages qui résultent d'une communion plus intime et plus pure avec le monde extérieur.

Un ancien disait : *Corps sain, esprit sain*, il aurait pu ajouter : *Sens obtus, esprit obtus*, car s'il y a des exceptions à cette règle, elles ne suffisent pas pour l'infirmier. De l'instruction je parlerai peu, devant y revenir plus tard. Je dois seulement faire remarquer en passant, qu'aujourd'hui les classes laborieuses ne recevant à peu près aucune instruction régulière, n'ont sur toutes choses, que des idées fausses ou incomplètes, que pour elles la nourriture de l'intelligence est comme celle du corps toujours trop peu abondante et fort souvent malsaine.

Dans notre commune associée, on donnera à tous les enfants une première instruction, combinée de manière à développer leur corps, puis leurs sens, puis leur intelligence ; une éducation professionnelle, pratique d'abord, théorique ensuite. S'ils veulent passer outre et se perfectionner encore, toutes les facilités leur seront offertes. Des loisirs, ils en auront, car le travail bien organisé et réparti entre tous les membres de la société, n'absorbera plus complètement la journée de personne. Des livres se trouveront dans la bibliothèque communale, à leur portée et sous

leur toit. Ils pourront s'éclairer par l'entretien des hommes instruits qui habiteront près d'eux, et enfin, ils assisteront aux cours qui seront faits par les plus habiles en chaque chose, et que l'on rétribuera comme service public. Enseignement profitable aussi bien au savant qu'à l'ignorant, au professeur qu'à l'élève, car la science est le seul trésor qui s'augmente quand on le partage.

L'éducation de l'enfance est chose trop grave, pour ne pas mériter plus de détails, j'y reviendrai donc d'une manière spéciale, me contentant pour l'heure de cette indication sommaire, et poursuivant l'exposé succinct des dispositions passionnelles de notre nouvelle société.

Quel vieillard mettant la main sur les cicatrices de son cœur, n'a formulé en désespérants axiômes, les résultats de sa triste expérience des hommes et des choses. Qui ne sait, que dans notre misérable société actuelle, l'amitié n'est souvent qu'un leurre, l'amour un calcul, le sentiment de la famille un objet d'exploitation, et l'ambition une arme à double tranchant presque toujours dangereuse pour celui qui la manie.

Quel père ne tremble en reconnaissant à son fils un cœur affectueux, ou ne se rassure en le voyant bien cuirassé d'égoïsme, et ces sollicitudes paternelles, ces tristes conseils de ceux qui ont vécu de longs jours ne sont-ils pas la plus amère critique d'une société, où tout ce qui est beau, tout ce qui est bon a le pire destin.

Mais disparaissent les rivalités d'intérêt, vienne un temps où personne ne pourra s'enrichir par la ruine de son voisin ou s'appauvrir par sa fortune, et l'on osera avoir des amis, sûr de ne plus être forcé de leur passer sur le corps pour arriver à la richesse. Vienne un temps où chacun n'étant plus tristement isolé dans son ménage, pourra fréquenter la nombreuse réunion de ses associés, rencontrer parmi eux des caractères sympathiques, et ajouter à ce lien naturel, tous ceux que font naître la communauté de travail et d'intérêt ; l'amitié alors sera aussi vive et fréquente qu'elle est aujourd'hui rare et tiède.

Si, réservant à la femme toutes les fonctions délicates auxquelles son organisation se prête si bien, rémunérant convenablement son travail, et non plus, comme aujourd'hui d'une manière dérisoire, nous lui permettons de s'assurer une existence indépendante, nous lui aurons du même coup assuré la liberté du cœur. Alors elle saura faire respecter son choix et n'accepter que l'homme qui aura mérité son amour.

Si la Société garantit le travail à tous ses membres, si elle se charge de l'éducation de tous les enfans, personne ne conservera ces craintes qui aujourd'hui glacent les affections, et ne songera à faire intervenir le calcul dans le choix de sa compagne.

Si enfin fournissant, sous les yeux de la communauté, de fréquens moyens de réunion aux

jeunes gens des deux sexes, nous leur facilitons les occasions de se connaître à l'avance, et de s'habituer l'un à l'autre, le mariage cessera d'être une sorte de loterie, où le hasard règne en maître, et où le malheur de toute la vie, est le lot le plus fréquemment gagné par les époux.

Enlevez du foyer domestique la gêne et la misère qui l'assombrissent, la monotonie des occupations, la contrainte que les parens imposent aux enfans, et que ceux-ci leur renvoient largement, et vous aurez fait disparaître, avec la mauvaise humeur et le despotisme du père, les chagrins incessants de la mère, et les larmes de l'enfant.

N'étant plus forcément rivés les uns aux autres, ils ne se verront que pour se livrer aux doux plaisirs de l'intimité, leur réunion sera un bonheur et non un supplice.

Quand l'ambitieux ne pourra plus s'élever par surprise à une haute position, que tous les grades seront la récompense de services rendus ou le témoignage d'un mérite acquis, quand le jugement de ses pairs, et mieux encore le jugement des gens intéressés sera la base même de son élévation, à coup sûr personne ne songera à s'en plaindre, et tout le monde reconnaîtra que l'ambition qui fait vibrer le cœur de l'homme lorsqu'il est déjà glacé par l'âge et qu'aucun autre stimulant ne lui reste, est une noble et utile passion.

Eh bien, toutes ces dispositions que je viens d'énumérer, et qui assurent aux passions affectives de l'homme un libre et heureux développement se trouvent réalisées dans la commune associée. Il suffit d'y réfléchir un instant pour en acquérir la preuve.

Les sens, les affections, voilà deux des faces de l'âme humaine; par l'une elle se met en contact avec la nature extérieure, par l'autre elle groupe les individus. Mais il est une troisième face tout aussi importante, qui rend l'homme plus éminemment propre à former des sociétés.

C'est d'une part, le besoin de changement, qui pousse chacun à rechercher des occupations, des idées nouvelles, à fuir la monotonie et l'uniformité même dans le plaisir. De l'autre, le besoin d'émulation, de rivalités, de hasards, et enfin l'enthousiasme qui passionne les hommes pour une œuvre ou un intérêt commun. Or, aujourd'hui notre vie est profondément monotone et décolorée; de haineuses rivalités, de misérables intrigues, ou les hasards du jeu, voilà les seules choses qui nous réveillent de notre léthargie, et aucune grande œuvre ne nous passionne et n'excite notre enthousiasme.

Mais dans la commune associée, la multiplicité des travaux assurera à chacun plusieurs fonctions à remplir, et lui permettra de varier incessamment sa besogne. L'émulation naîtra non seulement entre tous les individus, mais encore

entre tous les groupes qui seront chargés de besoins analogues, et enfin tous ces dissentimens partiels s'éteindront dans l'enthousiasme que fera naître la communauté d'intérêts et d'efforts.

De plus longs détails seraient superflus, j'en ai dit assez pour faire voir que tous les besoins réels de l'âme humaine trouvent dans notre nouvelle société une légitime satisfaction; il me reste seulement à faire connaître le principe qui a dirigé l'immortel auteur du système que j'expose.

Tous les maux de l'individu, tous les dangers de la société proviennent d'un seul fait, de la lutte continuelle qui existe entre les institutions sociales et les passions humaines. Il faut de toute nécessité que cette guerre ait une fin et que l'une des puissances cède devant l'autre. Il faut accommoder les institutions sociales aux exigences de notre nature, ou mouler notre nature sur le modèle des institutions. Toute la difficulté git dans le choix du parti auquel on doit s'arrêter.

Or, pour peu qu'on y réfléchisse, on reconnaît aisément que l'âme humaine ne change pas suivant nos caprices, qu'elle reste partout et toujours la même en dépit des climats, des siècles, et même des imprudens efforts que l'on a faits pour l'altérer. Au contraire, les lois, les habitudes, les mœurs des peuples changent d'un siècle à l'autre, d'un pays à l'autre, et souvent il suffit de la volonté d'un seul homme pour les modifier.

Il faut donc, sous peine d'être irrationnel en

principe, et impuissant en fait, subordonner ce qui est changeant, variable, peu important au fond, à ce qui est immuable, constant et essentiel; subordonner l'œuvre humaine à l'œuvre de Dieu; faire, en un mot, la société suivant les besoins de l'homme et non l'homme suivant les besoins de la société.

Comprimer l'homme, a été jusqu'à ce jour la folie des moralistes, accommoder la société à la nature de l'homme, c'est la sagesse des véritables législateurs, et c'est tout le secret de la théorie que j'expose.

Où en seriez-vous, je vous le demande, si les mécaniciens, les savans, qui vous ont dotés de tant de précieux agens naturels, avaient voulu mettre en pratique le système que l'on a follement appliqué à l'homme. Essayez de comprimer la vapeur, et elle fait éclater vos chaudières; arrêtez le torrent, il renverse vos digues; barrez le passage à l'électricité, et elle vous foudroie. Mais appropriez vos machines aux agens qui doivent y fonctionner, et l'eau porte docilement vos bateaux, fait mouvoir vos usines, la vapeur vous transporte avec la rapidité de l'éclair, et l'électricité elle-même, hier encore dangereuse, aujourd'hui inoffensive, grâce à l'appareil de Francklin, demain, peut-être, mettra sa terrible puissance à votre disposition.

Ce que l'on a fait pour ces agens naturels qui, à vrai dire, sont les passions de la matière inerte,

il faut le faire pour les passions de l'homme, et se rappeler ce précepte de Bacon, applicable aux uns comme aux autres : *On ne soumet la nature qu'en la respectant.*

Respectons-la donc et sachons créer un ordre social où toutes les passions de l'homme trouvent un libre développement et un utile emploi. Heureux alors, réunis et non divisés par tous leurs sentimens et leurs besoins, les hommes pratiqueront ce précepte du divin maître : *Aimez-vous les uns les autres.* L'ignorance qui les égare, la misère qui les avilit, la haine qui leur glace le cœur, venant à disparaître, ils s'inclineront pleins de reconnaissance, devant le Père suprême qui leur a si largement dispensé les moyens d'être heureux.

CHAPITRE VII.

De l'éducation actuelle.

Développer toutes les facultés de l'enfant, son corps, ses sens, son intelligence, ses affections, l'approprier aux fonctions qu'il doit être appelé à remplir, lui inspirer de l'affection pour les institutions sous lesquelles il doit vivre; faire de lui enfin, un homme bien portant, intelligent, aimant, utile à la société et un bon citoyen, tel est, je crois, le but que l'on doit se proposer dans l'éducation. Haute et importante mission et vraiment sacrée, que celle de former des hommes, et dont on ne saurait trop se préoccuper, car il y va de l'avenir de la société tout entière. Enfants aujourd'hui, ils reçoivent nos leçons, hommes dans dix ans, ils les mettront en pratique, et tous les vices de leur éducation se traduiront en actes.

Comment se fait l'éducation maintenant, comment devrait-elle se faire? C'est ce que je vais succinctement examiner.

Je ne parlerai pas ici de ces enfans perdus qui, grandissant au hasard, entourés de

tous les vices, prennent leçon de crime et de corruption dès le bas-âge, et mettent ces leçons en pratique quand ils en ont la force. — Pas davantage de cette classe plus nombreuse, qui, élevée par des parens pauvres, reste profondément ignorante, sans devenir toutefois immorale.

Je ne parlerai que des enfans de la bourgeoisie, jeunes gens *bien élevés*, comme on dit habituellement; par ceux-là nous pourrons juger de la hauteur des vues de la société actuelle sur l'éducation.

Afin de donner aux enfans des idées justes, un noble caractère, de bons sentimens, il conviendrait de ne mettre près d'eux, pour remplacer leurs parens, que des hommes éprouvés, pères communs de la jeunesse, sortes de magistrats chargés de la plus sublime des fonctions, et comme tels, de les honorer et de largement les rétribuer. Ils faudrait que ces hommes inspirassent la confiance et le respect aux élèves, l'estime aux parens, à tous une légitime considération. Or, demandez à l'Université comment, même dans ses collèges royaux de Paris, les maîtres d'étude, ces compagnons assidus de l'enfance, sont rétribués par l'Etat, honorés par les élèves, estimés par leurs chefs, et choisis entre tous. Je ne parle pas, et pour cause, de ce qui a lieu dans les petits collèges et dans les institutions particulières.

Peu d'éducation au collège, de réelle instruction encore moins. Les jeunes gens apprennent le grec et le latin, font des vers grecs et des vers latins, et passent les dix plus belles années, c'est-à-dire, le cinquième de toute leur vie, à apprendre des choses qui ne leur sont d'aucune utilité.

Mais le latin est utile, dit-on, même nécessaire pour bien apprendre l'orthographe française; en effet, comme l'a fait observer le spirituel M. Jobard, quand on se rappelle les mots *familia honos, femina, homo, filia*; on sait que l'on doit écrire: une *honête* famille composée d'un *home*, d'une *feme*, d'une *file*, et l'on ne s'y trompe pas; de même pour le reste.

Mais le latin est nécessaire, au moins pour être reçu bachelier, et sans diplôme on n'arrive à rien. C'est encore vrai.

Mais cela prouve seulement que le latin n'ayant pas de lui même, une utilité réelle et absolue, on lui en a créé une relative et conventionnelle: on l'a étayé du diplôme. Qu'on rende le même service au chinois, que demain il fasse partie du programme des bacheliers, et demain il sera nécessaire au même titre. Peut-être même, ne manquera-t-il pas de gens pour établir par bons arguments, que le chinois dérivant du sanskrit, source commune des langues européennes, est nécessaire à qui veut parler correctement le français.

On ajoute encore: Ces études si elles ne sont

pas indispensables par elles-mêmes, sont au moins pour l'esprit une heureuse gymnastique. Ceci est aussi vrai que le reste, et l'on s'en aperçoit bien au grand profit que les élèves tirent de leurs classes, et à la figure que font dans le monde ou dans les affaires tous les lauréats, surtout ceux qui ont eu le bonheur de remporter des prix de thème.

Qui empêcherait, de faire tous les exercices de langue en allemand ou en anglais. Au moins il en resterait quelque chose, et notre ignorance des langues de nos voisins ne serait pas proverbiale en Europe.

A Rome, au temps de Cicéron, il était de bon ton de savoir le grec, et cela se conçoit. Les arts, les sciences venaient d'Athènes à Rome. Noble vengeance de la Grèce humiliée, elle instruisit ses vainqueurs, les poliya, leur donna le goût de l'élégance et des beaux-arts. Il n'était alors jeune patricien qui ne voulût aller à l'école des rhéteurs grecs, pour apprendre d'eux l'art de bien dire, art vraiment utile dans une république où tant de succès se conquéraient par la parole, soit au Forum, soit au Sénat. Mais c'étaient les patriciens seulement, race noble à qui les emplois étaient dévolus, et nullement les paysans du Latium. Encore moins ces derniers songeaient-ils à étudier la vieille langue étrusque, sous prétexte d'apprendre à bien parler le latin.

Après dix-huit siècles d'imitation, si nous ne

faisons pas mieux que les Romains, au moins ne faisons pas plus mal.

Voilà des jeunes gens qui entrent au collège, les uns seront agriculteurs, d'autres commerçans ou industriels, d'autres enfin, militaires, ingénieurs ou avocats. La raison voudrait qu'on leur donnât d'abord à tous un fonds commun de connaissances nécessaires dans toutes les positions de la vie, qu'on leur enseignât par exemple, à parler et à écrire correctement le français, puis la géographie, l'histoire, les élémens des sciences physiques et mathématiques, et cela fait, qu'on apprit à chacun d'eux le métier qui doit le faire vivre. Mais non, on les instruit comme je l'ai dit plus haut, et si bien, qu'ils sortent des collèges après beaucoup de temps, d'ennuis et de dépenses, n'ayant pas même une écriture lisible, incapables même d'être expéditionnaires ; mais aussi ils peuvent traduire ces belles inscriptions qui nous apprennent de nos jours, en latin de Cicéron, qu'ici est le collège, plus loin le séminaire, ailleurs la place aux veaux. Ce qui, comme bien vous le pensez, n'est pas d'une médiocre utilité.

Tout est bizarre dans notre système d'instruction. Nous vivons sous un gouvernement qui s'est donné pour mission de réconcilier la liberté avec la monarchie. Il conviendrait donc de donner aux jeunes gens les modèles d'une véritable liberté, comme aussi de leur montrer des exemples d'un pouvoir suprême, bienfaisant pour le

pays. Nos annales françaises fournissent des uns et des autres.

Eh bien, au nom de la liberté, on passionne nos enfans pour ces Spartiates égorgeurs d'Iloles, et ce vertueux Caton qui conseillait aux agriculteurs romains, de se débarrasser du vieil esclave et du vieux bœuf, en les tuant, comme de juste : au nom du roi, on leur donne pour modèles à suivre, ces Brutus meurtriers des rois. Et quand au sortir du collège, imbus de leur histoire ancienne, ils s'avisent de balbutier le grand mot de république, ou d'appliquer au souverain le nom classique de tyran, vite en prison, ou tout au moins suspect. Et voilà le plus clair profit qu'ils tirent de leur érudition.

Si on réunissait un congrès de mères et qu'on leur dit : Voilà vos enfans au collège, les uns ont neuf, d'autres douze, d'autres quinze ou dix-huit ans ; est-il convenable qu'ils se lèvent et se couchent aux mêmes heures, travaillent, se reposent et mangent aux mêmes heures, aussi bien le bambin qui a besoin avant tout de grand air et d'exercice, que le jeune homme en état de supporter un long travail intellectuel. Leur bon sens et leur cœur, je n'en doute pas, feraient promptement justice d'un système aussi absurde, qui est pourtant, j'ai regret de le dire, celui que l'on suit partout ; mais aussi l'on ne songe guère à consulter les mères. Et cependant vous n'attelez pas le jeune bœuf, vous le laissez au pâturage

jusqu'à ce qu'il ait la force de supporter le joug. Vous ne donnez pas au poulain la même charge qu'au cheval fait. Par pitié, ayez donc autant de souci des enfans des hommes que des petits des animaux.

Le cadre que je me suis imposé ne me permet pas de poursuivre ces critiques. J'en passe donc et des meilleures. J'ai seulement voulu montrer combien l'éducation des jeunes gens dits *bien élevés* justifiait heureusement son titre.

Ce que j'ai dit s'applique non-seulement aux collèges, mais encore aux institutions particulières qui valent beaucoup moins que les collèges et ne sont guère, à vrai dire, que des exploitations dans lesquelles on spéculé plus sur la nourriture que sur l'instruction des élèves; et aussi aux établissemens religieux qui ne valent pas mieux que l'université, si toutefois ils valent autant, ce dont beaucoup de bons esprits doutent.

Mais au moins l'enfant est-il mieux élevé chez ses parens? Hélas non, autres défauts, autres ennuis, et toujours le latin et le grec pour tourment. Au collège, l'enfant est rude, gauche, embarrassé, peu poli, mais au demeurant, serviable, affectueux et disposé à la camaraderie. Chez ses parens l'enfant devient poli, aisé dans ses manières, il prend le ton et les habitudes du monde, mais il est froid, peu affectueux, et gonflé du sentiment de son importance. Au collège il trouve des amis de son âge, avec lesquels pen-

dant les récréations il peut s'amuser en toute liberté; au logis paternel, c'est toujours la gravité, la contrainte, ou les habitudes d'un autre âge qu'il lui faut subir, et souvent il s'en dédommage par la dangereuse familiarité des domestiques. A ce point de vue, si le collège est une prison, au moins y a-t-il un préau commun, tandis que la maison paternelle, sans jeunes camarades, c'est pour l'enfant la prison cellulaire.

Dans les classes, on prêche, on cultive, on développe le goût des lettres et des beaux-arts; après, il n'en est plus question; on enseigne à quinze ans, le désintéressement, le mépris des richesses, à vingt, le culte de l'argent et souvent de la richesse à tout prix. On a fait l'enfant religieux, on rit et plaisante avec le jeune homme de tout ce qu'il a appris à respecter. On lui parle beaucoup trop de la continence de Scipion, et de l'héroïsme de Joseph, à un âge où il ne saurait apprécier ces vertus à leur juste valeur; plus tard s'il s'avise d'imiter ces beaux modèles, on le crible de plaisanteries.

Ainsi on défait en un an, l'édifice qu'on avait mis dix ans à construire, et l'on ensevelit sous ses débris l'entendement et la raison du jeune homme.

Je n'ai pas parlé dans ce qui précède de l'éducation des femmes. Non pas que je la croie meilleure ou même aussi bonne que la nôtre, mais simplement par un sentiment de convenances que chacun appréciera.

Si ces critiques sont vives, le sujet en est cause. On ne peut voir de sang-froid, gaspiller comme à plaisir, le temps et l'intelligence des jeunes générations, imposer aux enfans et à leurs parens tant et de si pénibles sacrifices, pour de si douteux résultats. Mais loin de moi la pensée de faire remonter aux professeurs et employés des collèges la responsabilité d'un pareil état de choses. Qu'on le sache bien, ils en sont les premières victimes, et aussi à plaindre, au moins, que leurs malheureux élèves. Tous ou presque tous, honorables, instruits, animés des meilleures intentions, ils ne reçoivent de la société qu'un traitement insuffisant, une médiocre estime, et de leurs élèves souvent qu'ingratitude et dédain.

Pauvres parias de l'instruction, misère enrégimentée, qu'il me tarde de voir enfin vos fonctions élevées à la hauteur d'un sacerdoce, et de vous voir estimés par tous, comme les pères communs de la jeunesse.

CHAPITRE VIII.

De l'éducation dans la commune associée.

Il y a plus de deux siècles que dans son livre intitulé : *De la dignité et du progrès des sciences*, (1) Bacon s'exprimait ainsi : « C'est un principe qu'il » faut sans cesse observer dans les exercices de » l'éducation, que tout y représente, autant que » possible, ce qui doit être fait habituellement » dans la vie, autrement ces exercices perverti- » ront les mouvemens et les facultés de l'âme » au lieu de les préparer. » Certes ce précepte est positif, émanant d'un pareil génie, il eût dû servir de règle ; j'ai dit ailleurs comment on en avait tenu compte ; Montaigne en maint endroit n'est guère moins expressif et n'a été guère plus écouté. Ce qui prouve que l'espèce n'est pas perdue, de ces gens qui, suivant la parole des psaumes, ont des yeux pour ne pas voir et des oreilles pour ne pas entendre.

Mais laissant là ces critiques, abordons le système d'éducation de notre commune associée ;

(1) *De dignitate et augmentis scientiarum.*

Prenons les choses dès l'origine et l'enfant à sa naissance

Dirons-nous avec Rousseau, que la mère doit nourrir elle-même son enfant, que c'est un imprescriptible devoir de nature. Non certes, car ce principe ainsi posé serait dangereux. La nature veut que la mère saine, forte, bien portante, donne son lait à son enfant, mais la nature veut aussi, que quand la mère est faible, malade, ou atteinte de dispositions à des infirmités héréditaires, on greffe, pour ainsi dire, l'enfant en le nourrissant d'un autre lait plus sain et plus approprié à son état et à son tempéramment. En un mot la nature veut que la mère fasse tout pour le plus grand bien de son enfant, se sacrifiant au besoin pour lui, et la sagesse exige que l'on consulte en chaque circonstance non le caprice des parens, mais l'avis du médecin. Du reste ce principe est à peu près celui que l'on suit maintenant, dans les classes toutefois où la fortune permet de suivre quelques principes en cette matière. Mais ce que l'on néglige, et ce qui est pour le moins aussi important, c'est d'éloigner les enfans du bruit et du tracas du ménage, de les placer dans des appartemens à eux, spécialement appropriés à leurs besoins, où ils ne soient pas enfin, comme cela a lieu trop souvent aujourd'hui, esclaves ou tyrans. Esclaves, si on les dérange dans leur sommeil, dans leurs jeux, tyrans et de la pire espèce, si on subordonne aux leurs, ses goûts, ses besoins,

son repos. Ce n'est pas seulement pendant qu'ils sont au berceau que les enfans doivent avoir des appartemens séparés, c'est plus tard encore. Ainsi le veut la nature qui leur a donné des goûts et des besoins différens des nôtres, ainsi surtout le veut la morale qui souffre de les voir assister à des conversations qui ne sont pas de leur âge et appellent leur attention sur des choses qu'ils doivent ignorer.

Ayez le plus grand respect pour l'enfance, a dit un ancien. Le précepte est bon, mais dans le ménage actuel, et surtout dans le ménage pauvre, où un seul appartement réunit le soir le père, la mère et les enfans, comment peut-il être mis en pratique? Dans la commune associée il le sera, au grand profit des mœurs.

Ainsi donc nos enfans logent à part. Ils ont de grandes salles convenablement aérées, chauffées, arrosées, où on les dispose par convenance d'âges et d'humeurs. Les plus petits reposent sur des nattes, sans maillots qui gênent leurs membres, légèrement vêtus et séparés par des filets de soie de leurs compagnons. Sur les planchers, des nattes bordées également de filets leur facilitent les premiers mouvemens; les mères, les nourrices, les bonnes se relayent de deux heures en deux heures, de manière à fournir constamment près d'eux une garde qui puisse leur donner tous les soins qu'ils réclament. Le médecin de la commune les passe en revue tous

les matins, arrêtant dès l'origine par une bonne hygiène, toutes leurs petites indispositions.

En un mot, la commune a sa crèche, non pas humble et modeste, comme celles des pauvres de Paris, mais richement pourvue de tout ce qui peut contribuer aux plaisirs et à la santé des enfans, son espoir et son plus cher trésor.

Quand j'ai parlé de bonnes, c'est faute d'un mot plus convenable pour rendre ma pensée. Les personnes qui soigneront les enfans ne seront plus ces pauvres servantes, si maigrement payées aujourd'hui, pour servir de premier jouet à leur nourrisson. Ce seront toutes les jeunes femmes et les jeunes filles qui aiment passionnément les enfans, et se dévouent volontiers à les soigner ; dévouement, du reste, que la commune retribuera largement comme service d'utilité publique, et honorera comme une fonction religieuse, une sorte de maternité collective.

Qu'on ne vienne pas nous accuser ici d'enlever l'enfant à la mère et de rompre le lien qui les unit. Non, nous n'imposons rien, ne prescrivons rien, nous indiquons seulement ce qu'il convient de faire ; bien sûrs que toutes les mères riches, une fois convaincues de la bonté de nos combinaisons, seront les premières à en réclamer le bénéfice pour leurs enfans, ne voulant pas que sous prétexte de fortune ou par caprice d'affection, ils soient moins heureux que ceux des classes pauvres. Aujourd'hui en effet, presque tous les

enfants, sinon tous, sont malheureux et mal élevés. L'enfant du pauvre périt faute de soins, l'enfant du riche par excès de soins, ou s'ils vivent, l'un jamais caressé et choyé, reste craintif et maussade, l'autre sottement adulé et gâté, devient insupportable et méchant.

L'enfant grandit au milieu de nos salles d'éducation, entouré de ses petits camarades, et sous la vigilante affection des nombreuses personnes qui s'en occupent. Il n'entend pas de sots contes, on les interdit sévèrement, pas de chants faux, on les interdit plus sévèrement encore. On lui fait de temps en temps de bonne musique, on lui raconte des histoires appropriées à son âge. Comme aussi on lui apprend les langues des peuples voisins, l'anglais sur le littoral, l'allemand dans l'est, l'espagnol ou l'italien dans le midi. Etude des plus faciles à cet âge et dont il ne s'aperçoit même pas. Montaigne fut ainsi élevé, et s'en applaudissait fort.

Ces premiers soins donnés, lorsque l'enfant atteint ses quatre ou cinq ans, nous le soumettons à une gymnastique raisonnée, ayant surtout pour but le développement des sens.

Si l'on veut savoir combien cette préparation est importante et réagit heureusement sur l'esprit lui-même, il suffit d'aller visiter à Gentilly l'hospice placé sous la direction du docteur Vallée et destiné à recevoir les fous et les idiots. De ce derniers, il en arrive ne sachant ni marcher, ni

sentir, ni distinguer les sens, les couleurs, les saveurs, et ayant l'esprit à l'avenant du corps. Au bout de peu de temps ou les retrouve forts, agiles, vigoureux, faisant de tête des calculs compliqués; et tel d'entre eux, que je pourrais citer, arrivé il y a trois ans, à l'hospice, dans un état de dégradation qui peut à peine s'exprimer, n'ayant pas six mois à vivre, est aujourd'hui un habile menuisier, et a remporté un premier prix dans sa profession. La musique, l'escrime, la danse, les exercices en mesure, le travail par groupes, ont produit ces résultats et en produiraient bien d'autres sur des êtres normalement organisés.

Nous qui proscrivons la contrainte de toutes les relations humaines, qui voulons que toujours et partout, l'homme soit libre, travaille et fasse le bien (ce qui souvent revient au même) par le seul attrait du plaisir, nous ne pouvons songer à imposer l'étude aux enfants, à les y pousser par la réprimande, les pensums, la prison ou le fouet. Tout ceci, à vrai dire, est encore la barbarie, l'enfance de l'art de l'éducation. C'est par l'attrait seulement que nous voulons amener ces petits hommes à l'étude, comme les grands au travail. Regardant qu'il n'y a de bonne éducation, et de véritable instruction que quand l'enfant aime ses maîtres et sollicite lui-même l'enseignement. Chose, à vrai dire, fort rare de nos jours, et qui expliquerait suffisamment à elle seule, la rareté

dés hommes véritablement instruits et bien élevés.

Ceci paraît difficile, et cependant est très-simple à réaliser, il suffit d'observer avec soin les penchans de cet âge. L'enfant est prodigieusement curieux, désireux de tout voir, de tout connaître, il est au moins aussi porté à l'imitation que le singe, et par dessus tout, il éprouve un entraînement irrésistible pour ceux de ses camarades qui sont un peu plus âgés que lui. Ceux-là, il les écoute docilement, et les suit avec plaisir.

Tel bambin qui se cabre sous la moindre réprimande de sa mère, reçoit patiemment les leçons, souvent fort vives de ses petits amis. C'est ainsi que la nature a fait les enfants, c'est ainsi qu'il faut les prendre.

Réunissons-les donc par groupes du même âge, que chaque groupe ait ses joujoux, ses ornemens distinctifs, comme aussi ses travaux et ses épreuves à part ; que pour passer d'un groupe au suivant, il faille faire certains exercices de danse ou de musique, justifier d'une certaine dextérité physique, et voilà l'émulation allumée, et le goût des premières études inspiré. Les enfants du groupe où l'on veut entrer sont les juges, sévères, impartiaux, comme bien vous le pensez, et peu disposés à l'abus des influences. Que d'insomnies alors pour ces petits Thémistocles songeant aux lauriers des Miltiades leurs voisins.

Et ce ne sont pas ici des contes bleus, faits à

plaisir, ce sont des choses positives, qui arriveront comme je vous le dis, ou pour mieux dire, qui arrivent déjà. Dans les écoles d'enseignement mutuel bien tenues, vous voyez les enfans se passionner pour la lecture, l'écriture, choses peu amusantes en elles-mêmes. Dans la salle d'asyle de la rue Saint-Hippolyte, à Paris, vous voyez plusieurs centaines d'enfans, allègres, joyeux, s'amusant et travaillant de leur mieux, et conduits par une seule personne, laquelle déclare hautement, comme résultat d'expérience, qu'il est plus facile de surveiller cinq cents enfans que d'en surveiller dix. Tous ces exemples devraient cependant faire ouvrir les yeux.

Les enfans arrivent ainsi de groupe en groupe, d'échelons en échelons, d'années en années, au moment où il faut s'occuper sérieusement de leur intelligence, non pas que tout ce temps ait été perdu pour elle. Bien s'en faut. Elle se développe beaucoup mieux ainsi, que sur les livres, mais ceux-ci doivent avoir également leur tour. Seulement il faut s'attacher à ne pas les faire prendre en horreur à l'enfant, l'amener à l'étude comme on l'a amené aux exercices du corps, par la curiosité, l'émulation, l'attrait en un mot.

L'enfant veut entrer dans le groupe qui le précède, mais il faut savoir lire. Sans lecture point de salut. D'autre part on a soin de piquer sa curiosité. On lui montre par exemple les belles images enluminées de la bibliothèque, beaux oiseaux,

beaux poissons, grands animaux. Il voudrait bien savoir leurs noms, mais on ne les lui dit pas, il faut les lire. Et toujours cette maudite lecture se présente comme obstacle à sa curiosité et à son ambition. Il meurt d'envie de savoir lire, il demande qu'on le lui apprenne, et lorsqu'on cède enfin à ses désirs, il apprend vite; au besoin, ses petits amis lui viennent en aide. De même, il apprend à écrire et à compter.

Mais il atteint ses neuf ans, il s'agit de l'initier à l'enseignement professionnel. Il a déjà assisté à quelques séances industrielles : son amour du bruit, son instinct de furetage, sa curiosité l'y ont conduit. Heureuse curiosité, car elle est chez l'enfant la source de toute instruction, et proportionnée chez lui au besoin qu'il a d'apprendre. Il a déjà vu à l'œuvre quelques-uns de ses petits camarades, et il voudrait avoir comme eux de petits marteaux, de petits outils, et de la besogne à faire. Mais il faut apprendre, et chaque nouveau pas exige de nouvelles preuves d'habileté.

Ceci suppose que l'on réserve pour l'enfant toutes les petites fonctions industrielles dont il peut s'acquitter. Ainsi fera-t-on, se gardant bien comme aujourd'hui, d'employer des hommes à de menus ouvrages de jardinage ou à des travaux d'aiguille, quand à quelques pas de là, des femmes portent de lourds fardeaux, ou travaillent sur des chantiers de terrassements.

Hylas, jeune enfant de douze ans, a été reçu dans un groupe de jardiniers et se plaît fort à les voir planter, greffer, cultiver fleurs et fruits. Il interroge ses voisins, voudrait bien savoir le pourquoi de chaque chose; on lui donne une explication succincte, et pour plus amples renseignements, on le renvoie aux livres de botanique et d'horticulture. Sa curiosité incessamment stimulée l'amène enfin à une étude dont chaque jour il reconnaît la nécessité. D'autres en font autant pour la chimie et la physique. Les récits des voyages leur font prendre goût à la géographie, qu'ils étudient sur les cartes et les mappemondes. Ils apprennent l'histoire d'une manière analogue en s'aidant des grands tableaux chronologiques qu'ils trouvent à la bibliothèque.

J'apprends tout mon français à la place Maubert, disait Malherbe, homme de cour. Ainsi feront nos enfans, apprenant à parler au milieu des groupes de travailleurs, et à bien parler s'entend, car ils auront pour maître de langage, le peuple, qui fut aussi le professeur du divin Platon. Ils parleront cette langue naïve et poétique, à la fois, plus expressive que toute autre, celle que parlent les gens occupés, quand le bon ton, l'afféterie, la mode ne gâtent pas leur naturel, et quand une première éducation en a enlevé toute la rudesse; langue si vantée par Courier, le plus correct écrivain de la France. Dans les groupes, comme autrefois par les revendeuses à Athènes, toute mau-

vaise expression sera relevée, objet de plaisanterie pour celui qui l'aura prononcée, et ainsi s'apprendra le français, sans gêne, sans effort, et surtout sans grammaires, car je n'ai jamais pu comprendre que l'on fit faire aux enfants une étude aussi abstraite que celle du mécanisme des langues, à une époque où leur esprit est encore si peu habitué aux généralités et aux abstractions.

Langues, histoire, géographie, éléments des sciences naturelles et mathématiques, l'enfant apprendra tout cela en se jouant, sans collèges organisés, et sous les yeux de ses parents. Aux hommes les plus instruits de la commune, appartiendra la direction des études, mais tous y prendront part, obéissant en cela, à l'intérêt que leur inspirent les enfants.

Si je ne parle pas de l'instruction religieuse, c'est qu'elle sera comme aujourd'hui, donnée par le ministre de chaque culte, qui saura bien aviser, par intérêt même pour la religion, aux moyens de rendre son enseignement agréable, afin qu'il ne repousse pas l'enfant, alors que tous les autres l'attirent.

Dans notre système, l'instruction professionnelle précède les études théoriques, et avec raison, car le nécessaire passe avant l'utile. Cette méthode n'est pas seulement la mieux appropriée aux besoins des hommes. C'est encore la plus convenable pour leur esprit. Qu'arrive-t-il en effet, aujourd'hui que l'on suit l'autre ? Au sortir

des écoles, pour se mettre à l'œuvre, il faut apprendre la pratique, et pendant quelques années négliger la théorie, à laquelle rarement on revient plus tard. Pour avoir voulu être trop tôt théoricien, bien souvent on ne l'est jamais. Avec la marche inverse au contraire, les études théoriques commencées plus tard, se continuent toute la vie sans interruption, et surtout à cet âge, où l'esprit devenu plus puissant se plaît à grouper les faits, et à les coordonner en système.

Dans ce qui précède, nous avons montré comment on pouvait donner à chacun l'instruction nécessaire, augmenter notablement et surtout mieux répartir la somme des connaissances générales. Mais si nous en restions là, on pourrait craindre que les savans ne rencontrent plus, autant qu'aujourd'hui, de facilités à se former. Cependant ils sont nécessaires, car en toutes choses ils éclairent le chemin que nous avons à parcourir, et leurs travaux, si étrangers qu'ils paraissent aux besoins et aux préoccupations de leur époque, finissent toujours par avoir un utile emploi. D'ailleurs ils sont la gloire de l'esprit humain, montrant jusqu'où il peut s'élever à l'aide du travail.

Mais le savant ne doit être dans la société que l'exception, ceux qui se destinent à le devenir, des natures exceptionnelles, et l'éducation qu'ils reçoivent doit être exceptionnelle également. Ainsi en sera-t-il dans notre commune. Des occupations attrayantes, la sécurité de l'avenir, l'es-

poir d'avancement par la voie du travail, retiendront tous ceux qui ne se sentiront pas pour les sciences une vocation décidée ; les autres céderont à leur penchant, et s'ils sont trop pauvres, la commune leur viendra en aide, sachant qu'une partie de la gloire qu'ils pourront acquérir rejailira sur elle. Ils iront dans les facultés de haut enseignement, compléter leurs études et se préparer par une gymnastique intellectuelle à la carrière qu'ils doivent parcourir.

Je ne m'étendrai pas davantage sur cette éducation, je ferai seulement remarquer les points essentiels par lesquels elle diffère de l'éducation d'aujourd'hui.

En principe nous répudions la contrainte, et ne voulons opérer que par l'attrait, nous disposons toutes choses de manière à ce que l'enfant recherche avidement l'étude et aime ses maîtres.

Nous prenons soin du corps premièrement, puis des sens au fur et à mesure qu'ils se développent, puis de l'intelligence. Nous donnons d'abord une instruction professionnelle et pratique, ensuite et comme complément, l'instruction théorique. — Par l'éducation professionnelle, nous éveillons les vocations de l'enfant, nous le mettons autant que possible en rapport avec toutes les branches de l'activité humaine, saisissant avidement tout ce qui peut nous révéler ses penchants et par suite ses véritables destinées. Et enfin, ce que je n'ai pu indiquer faute de place,

nous prenons toutes sortes de précautions pour faire sommeiller les appétits sexuels de l'enfant, jusqu'au moment où leur réveil est sans danger. Précautions fort inconnues aujourd'hui, où une maturité hâtive étiole la jeunesse, et ne lui laisse souvent, ni la pureté de l'âme, ni la virginité du corps, et lui enlève cette heureuse ignorance qui est le véritable parfum de l'amour.

CHAPITRE IX.

Simplifications administratives.

Diminuer la centralisation qui pèse sur la France et l'écrase au profit de Paris; simplifier les rouages administratifs, et ramener au travail utile une partie de la nombreuse armée des fonctionnaires; réduire enfin cette paperasserie qui se développe comme une plante parasite, et énerve l'action du gouvernement, ce serait certes accomplir une œuvre d'une immense utilité. Beaucoup de personnes y ont songé, mais sans grand succès, et cela se conçoit. Toutes ces réformes se touchent, dépendent l'une de l'autre, et ne peuvent être résolues isolément. Il faut les entreprendre toutes à la fois, mais en ayant soin de modifier auparavant l'organisme social dont elles dépendent :

Sur un sol aride, il ne saurait guère pousser que des plantes chétives, on aurait beau vouloir en semer d'autres, elles ne grandiraient pas. De même, dans notre société actuelle, anarchique et misérable, il ne peut y avoir place que pour les

complications administratives. L'ordre et la simplicité exigent une société puissante et harmonique, comme celle dont la commune associée est la pierre fondamentale. On a déjà dû le pressentir par ce que j'ai dit du commerce, je vais achever de le prouver.

Personne n'a oublié, ni les misères qui ont pesé sur le pauvre l'an dernier, ni les tristes émeutes qui en ont été la suite. Mais une récolte aussi mauvaise que celle de 1846 survenant encore, saurions-nous trouver dans l'expérience du passé, les moyens de parer à la famine? Oui certes, diront les économistes, car les mesures préconisées par nous ont fait leurs preuves. Grâce aux travaux que l'on a votés et à la liberté des transactions, la misère a été moins grande en France que dans beaucoup de parties de l'Europe. Les ateliers de charité ont donné aux ouvriers de l'argent, en échange de leur travail, et les marchands, du pain en échange de leur argent. La misère a été supportable et héroïquement supportée. Ainsi répondent les hommes d'état, trouvant plus commode de se voter des remerciemens pour avoir sauvé le pays et d'entraîner le peuple au Capitole pour rendre grâces aux Dieux, que de discuter la valeur des moyens qu'ils préconisent. Comme il est bon cependant que l'on sache à quoi s'en tenir, abordons l'examen de ces procédés si infaillibles.

Sans doute si le blé était abondant, et que le

travail fût rare, le meilleur moyen de parer à la détresse des classes pauvres, serait de leur fournir le travail dont elles manquent. Mais l'année dernière, c'était le contraire qui avait lieu. De long-temps la France n'avait eu une pareille masse d'ouvrages en exécution et aussi peu de pain pour ses travailleurs. Dès lors que pouvait signifier comme remède à la famine, l'ouverture de nouveaux chantiers? évidemment rien.

Ceux qui prênaient tant les ateliers de charité auraient dû se dire : si le blé manque réellement ces ateliers n'en augmenteront pas la quantité. S'il est assez abondant, pourquoi est-il si cher, et n'y aurait-il pas moyen de le ramener à un prix honnête?

Ceux qui vantaient la liberté des transactions, auraient dû se demander, si les marchands avaient réellement intérêt à ce que le blé fut abondant et à bon marché. Car dans l'hypothèse contraire, leur laisser la bride sur le cou, c'était commettre une haute imprudence; croire qu'à l'encontre de leurs véritables intérêts, les spéculateurs libres de tout frein, s'abstiendraient de travailler l'opinion publique par de fausses nouvelles, les marchés par des ventes factices, qu'ils n'exciteraient pas l'inquiétude générale, qu'ils n'attiseraient pas la panique, pour l'amener à ce point où, folles à force de terreurs, les populations se ruent sur les subsistances sans discuter les prix; c'était en vérité faire preuve d'un in-

concevable optimisme, qui ne pouvait avoir d'autre excuse que l'ignorance absolue des remèdes à apporter au mal.

Je n'hésite pas à le dire, si une crise semblable survenait encore, la détresse des populations serait beaucoup plus grande. Car d'un côté, les agioteurs alléchés par l'exemple de quelques fortunes rapidement faites, se jetteraient sur le commerce des grains, et l'on sait ce que vaut leur intervention. De l'autre, les négociants honnêtes, découragés par les pertes qu'ont occasionné quelques achats tardivement faits à l'étranger, renonceraient à ces hasardeuses spéculations.

Les seuls remèdes efficaces à mon avis, sont les suivants :

D'abord la connaissance exacte du mal, afin d'empêcher des craintes exagérées, ou une confiance trop apathique. Pour cela des statistiques agricoles qui permettent de connaître, aussitôt la récolte faite, le nombre et le rendement des gerbes recueillies, et par suite de dresser un inventaire exact des subsistances du pays. Mais dans l'état actuel de morcellement de l'atelier agricole, cette statistique est fort difficile sinon impossible à établir, et toutes les autres opérations dont elle est la base, se font au hasard. Dans notre commune associée, au contraire, elle ne présentera aucune difficulté.

S'il est bien démontré que la récolte ne peut

suffire aux besoins du pays, il faut évidemment se procurer des vivres à l'étranger. Et pour cela le meilleur moyen, c'est de faire opérer les achats en gros par l'intermédiaire des consuls, et autres employés du gouvernement. Puis le blé rendu en France, le faire acheter aux communes, suivant leurs besoins et au moyen d'agences organisées par elles, et possédant leur confiance. — Ce système actuellement présente des difficultés sérieuses. Tous les agioteurs en grains, se coalisent contre la commune, qui prend l'initiative de ces achats, et il est bien rare qu'elle n'en soit pas victime. Dans notre nouvel ordre social cette mesure prise à la fois sur tous les points du territoire déjouerait l'agiotage, en admettant même, ce qui me semble bien improbable, que des associations puissent, comme aujourd'hui quelques individus, spéculer sur la misère publique.

L'effet de la statistique serait d'empêcher des craintes exagérées, et de maintenir le blé indigène à des prix raisonnables, les achats et les transports en gros permettraient d'obtenir également les blés exotiques à de bonnes conditions.

Mais ce ne sont là que des moyens de guérir une crise déclarée, il vaut encore mieux la prévenir, et c'est ce que l'on peut faire de la manière suivante. D'abord en stimulant l'agriculture par des capitaux et des bras abondans ; dans l'ordre actuel les villes absorbent la population au détriment des campagnes, et le crédit foncier ex

très-difficile à établir. Avec la commune associée, c'est le contraire qui a lieu. Ensuite il faut faire des réserves dans les bonnes années, et imiter la prévoyance de peuples, qui nous sont cependant bien inférieurs. Les Arabes ont leurs silos, les colonies militaires de la Russie, leurs grands magasins contenant toujours une récolte en réserve. Nos communes, non pas celles d'aujourd'hui, ou tous les intérêts sont en hostilité, mais les communes associées le feront aisément, et elles y gagneront encore de ne pas laisser avilir les prix, dans les années abondantes, et de ne pas rendre la fertilité du sol nuisible à l'agriculteur.

Ainsi comme moyen curatif d'une disette : une statistique exacte des vivres du pays, et l'intervention du gouvernement et des communes dans les achats de vivres ; comme moyens préservatifs, le développement de l'agriculture et le système des réserves. Tous moyens fort difficiles maintenant, très-faciles plus tard, et qui donnent ainsi une preuve indirecte de la bonté de nos combinaisons.

Aujourd'hui l'impôt revêt toutes les formes et prend tous les noms, contributions directes, indirectes, droits réunis, octrois, timbre enregistrement, prestations, que sais-je encore. L'état fait flèche de tout bois, argent de toute matière, et ne peut cependant s'y prendre de telle sorte, pour tondre ses brebis, qu'elles ne crient comme si elles étaient écorchées.

Ce qui est plus remarquable encore que la multiplicité des impôts, c'est le nombre des agens employés à les recueillir. En l'évaluant à 50 mille, je crois être de beaucoup au-dessous de la vérité.

Dans notre nouvel état social, rien de semblable ne se passera. Chaque commune payera elle-même l'impôt pour tous les habitans, et le déduira ensuite de leurs dividendes. L'état n'aura plus affaire dans un département qu'à 5 ou 4 cents associations, auxquelles il prescrira un apport de numéraire, ou sur lesquelles il fera traite aux échéances voulues. Un seul percepteur pourra donc faire le recouvrement de l'impôt dans tout un département, moins chargé de besogne avec 4 ou 5 cent mille contribuables, qu'il ne l'est aujourd'hui avec 4 ou 5 mille.

On peut aller plus loin encore ; à la place de tous ces impôts qui en général frappent le pauvre plus que le riche, et les denrées nécessaires plus que les objets de luxe, rien n'empêche d'imposer le revenu lui-même (1), et de supprimer tout le reste. Alors le capital rentes et argent, paye comme le capital agricole et industriel, et suivant le vœu de la loi, chaque Français se trouve imposé proportionnellement à ses facultés.

Le revenu d'une commune associée est chose

(1) C'est ce que Robert-Peel, le grand ministre anglais, a déjà commencé à faire par l'income-tax.

facile à connaître et que l'on ne peut pas même songer à dissimuler, en raison du grand nombre des intéressés. Le dixième ou le quinzième de ce revenu, sera, je suppose, la part de l'état, part si facile à faire, que toute l'administration des finances dans un département se réduira à un seul percepteur.

De même, si on le veut, toutes les compagnies d'assurances. — Nous avons déjà vu que dans la commune, les biens étaient protégés par une première assurance mutuelle qui résulte du fait même de l'association; il ne reste plus qu'à généraliser ce système, qu'à l'étendre à toutes les communes du royaume, et pour cela, il suffit que les communes payent à l'État qui les représente toutes et qui se fait assureur général, une fraction de ses impôts soit 5 0/0 par exemple. C'est une ligne de plus à ajouter à leur compte, et l'unique percepteur la mettra sans grande fatigue.

Remarquez encore un autre avantage de ces simplifications. Aujourd'hui, les 50,000 agens qu'emploie le ministère des finances, lui coûtent au moins 50 millions, et ne produisent rien. Je veux dire que tout en travaillant de leur mieux, ils n'augmentent pas la somme des richesses générales.

Si nous parvenons à les remplacer par mille agens seulement qui, largement payés, ne coûteront pas plus de dix millions, ce sera pour l'État un bénéfice net de 40 millions. Pour le pays, le bé-

néfice consistera dans les produits créés par les 49 mille fonctionnaires rendus au travail utile ; à raison de mille francs pour chacun, ce sera au moins 49 millions. Du même coup, nous aurons donc rendu l'impôt plus abondant et le pays plus riche.

Si, dans notre société actuelle, il est une opération impraticable, c'est à coup sûr le cadastre, c'est-à-dire, la fixation d'un état du sol incessamment changeant et variable. Deux champs sont distincts sur le plan cadastral, un propriétaire les réunit, puis à sa mort ses héritiers les partagent en trois ou quatre. Voilà bien des changemens à suivre, et qui font disparaître au bout de peu de temps la trace des premières divisions. Aussi, à moins d'être entretenu avec un soin continuél que l'on ne peut guère espérer pour une opération de longue haleine, le plan cadastral devient bientôt inutile, et cependant il n'en a pas coûté moins de 200 millions pour l'établir.

Les terres de la commune associée ne formant qu'un seul domaine, le plan cadastral deviendra le plan du territoire lui-même. Les changemens seront rares, puisque toutes les transactions s'opéreront sur les titres de propriété. Un seul employé pourra donc parfaitement suffire aux mutations de tout un département.

Les communes empruntant à la façon des gouvernemens, les particuliers sur dépôt de titres,

le système hypothécaire se simplifiera à son tour.

L'administration des ponts et chaussées également ; car chaque commune directement intéressée au bon état des voies de communication qui la traversent, se chargera, à forfait, de leur entretien, et y gagnera toujours, si faible que soient les prix, parce qu'elle pourra consacrer au transport des matériaux et à leur mise en place, les jours de chômage forcé de son travail ordinaire.

Simplifiant ainsi tous les rouages administratifs, nous pourrions diminuer le nombre des départements, agrandir leurs circonscriptions, et reconstituer l'ancienne division par province, si vivante encore dans le souvenir des populations ; rendre enfin la vie et l'influence aux centres secondaires, aujourd'hui épuisés au profit de Paris.

Je pourrais prendre toutes les branches de l'administration, et montrer combien dans le nouvel ordre de choses, elles se simplifieront et se régulariseront. Je pourrais de même, passant aux relations des peuples entr'eux, faire voir combien elles deviendront bienveillantes et faciles, comment des congrès seront appelés à décider toutes les questions internationales, pour la solution des quelles on n'aura plus recours aux armes. Je pourrais enfin montrer, comment en partant de ce simple fait, l'organisation d'une commune, on peut s'élever progressivement et sans secousses, à l'organisation d'une province, d'un empire, d'un continent, de l'humanité tout entière, à la ges-

tion intégrale du globe comme le domaine d'un seul homme, et enfin à l'unité de langues et à l'unité religieuse, dernière expression de l'harmonie générale.

Mais ce serait ouvrir des horizons trop étendus, et sortir du cadre de ce petit écrit. Je me borne donc à ce que j'ai dit sur des sujets d'un intérêt plus immédiat.

CHAPITRE X.

Histoire des principes. — Justification des bases de notre système.

On a fait souvent l'histoire des grands hommes, de leurs vertus et de leur héroïsme, afin d'exciter l'émulation de tous les nobles cœurs.

On a fait aussi l'histoire des peuples, montré les causes de leur grandeur et de leur décadence; enseignement qui serait éminemment utile, si l'état des peuples et leur civilisation ne changeaient incessamment.

Mais il nous manque encore une histoire bien plus importante, celle des grands principes et des grandes lois qui doivent régir les sociétés; histoire qui, à vrai dire, est celle de l'humanité elle-même.

Nous montrer tous ces principes obscurs d'abord et méconnus, à l'enfance des sociétés, puis peu à peu s'élevant à l'horizon et versant sur le monde des flots de lumière et de chaleur; nous montrer ces principes grandissant toujours, malgré tous les cataclysmes sociaux, et sortant toujours, plus brillants, plus radieux et surtout plus complets

de l'éclipse que des temps malheureux leur avait fait subir ; nous montrer tout cela, c'est affermir notre foi défaillante et notre courage ébranlé, c'est faire l'œuvre la plus utile que je sache.

Un pareil travail est trop au-dessus de mes forces, pour que je l'entreprenne ; je ne puis même pas ici en faire une simple esquisse ; je veux seulement indiquer, comment peuvent se justifier, en dehors des considérations de simple raisonnement que j'ai émises, les principes qui servent de base à notre doctrine ; à savoir : le nivellement des inégalités de castes, l'affranchissement des travailleurs, la réhabilitation de la femme, la substitution de la domination de l'homme sur la nature à la domination de l'homme sur l'homme, et enfin la fraternité entre les individus de chaque peuple et les divers peuples entr'eux. Je veux montrer que l'histoire avoue ces principes et leur donne dans son ensemble, une solennelle consécration.

Une classe peu nombreuse de privilégiés, en possession des honneurs, de la richesse, du pouvoir, et au-dessous d'elle une plèbe immense de travailleurs, sans droit et sans influence, tuable et *corvéable* à volonté, tel est le triste spectacle que nous offrent, au début, toutes les nations modernes. Oisiveté et richesse pour un petit nombre, travail et misère pour le reste. Mais voilà que peu à peu, la plèbe se fait peuple, qu'elle porte impatiemment le joug, et cherche à le

secouer. Vaincue d'abord, elle revient à la charge, repoussée de nouveau, elle persiste encore, et au milieu de ces continuelles oscillations, gravit successivement toutes les marches du pouvoir.

Aujourd'hui les hommes d'armes partent pour les croisades, les serfs des communes commencent à se racheter. Plus tard, dans les Flandres ils deviennent industriels, et fiers du sentiment de leur importance, tiennent tête au duc de Bourgogne. En Allemagne ils commencent cette terrible guerre des paysans, à laquelle la victoire seule fit défaut et non le bon droit et l'héroïsme, et qui fut la sœur aînée de la révolution française. Éteinte dans le sang, sur la rive droite du Rhin, la lutte recommence en France : ce sont d'abord les guerres de religion, auxquelles le peuple prend part, au moins autant par esprit d'indépendance, que par exaltation de piété ; c'est enfin en 95, le terrible et définitif réveil du lion populaire que l'on croyait assoupi pour toujours. Je n'ai pas besoin de poursuivre, chacun sait qu'aujourd'hui le peuple s'est rapproché du pouvoir et que ses aînés de la bourgeoisie l'occupent déjà.

Pendant que se faisait ce mouvement d'ascension de la classe des travailleurs, il s'en opérait un autre, en sens inverse, dans les classes privilégiées, qui poussées par une sorte de fatalité, descendaient de chute en chute jusqu'où nous les voyons aujourd'hui. Louis XI abat les têtes les

plus hautes de l'aristocratie, Richelieu ce rude faucheur de gentilhommerie, frappe à son tour et sans pitié. Louis XIV transforme cette noblesse en valetaille de cour, et quand elle a été ainsi décimée et avilie au nom du pouvoir royal, survient la Convention qui achève de l'écraser au nom du pouvoir populaire. Et aujourd'hui, dernière dérision du sort, ces titres dont elle était si fière, tombés dans le domaine commun, deviennent la proie du premier vaniteux qui songe à en faire le manteau de sa nullité.

L'histoire ancienne ne dément pas ces hautes leçons de nos annales modernes.

Dans l'Inde, ce berceau de la race humaine, nous voyons apparaître les plus hideuses inégalités entre les hommes. Tous sont classés, naissent, vivent et meurent dans leur condition, leur fortune ou leur misère originelle. Celui-ci appartient à la caste des prêtres, à lui les honneurs et la direction de la société; cet autre est venu au monde dans la caste des guerriers, il sera guerrier comme avant lui son père, et jouira des prérogatives qui appartiennent, dans l'enfance des sociétés, à celui qui représente la force brutale.

Tel autre est né pariah, objet d'horreur pour les castes supérieures, il doit fuir leur société, se réfugier au fond des bois, et ne communiquer avec personne, sous peine de mort. Effroyable condition qui paraîtrait le dernier degré d'avilissement, s'il n'existait encore au dessous la caste

des Pouliahs, dont aucun terme ne peut rendre la misère et l'abjection. — Ainsi l'a voulu Brahma, et depuis des siècles et des siècles encore, l'Inde se courbe sous ce despotisme monstrueux.

En s'avançant vers l'occident, la civilisation indienne se perfectionne. Nous la retrouvons en Egypte, ayant encore ses castes de prêtres et de guerriers, mais ne possédant plus ni Pariahs ni Pouliahs. La dignité humaine a déjà gagné, l'homme a déjà fait un premier pas vers l'égalité.

Si nous passons à Rome, progrès encore. Dans le sein même de la nation romaine, nous trouvons des classes de Patriciens et de Plébéiens. Mais cette inégalité n'est plus rien auprès de la monstrueuse injustice des castes de l'Inde. Et cependant elle va succomber à son tour sous les coups de cette fatalité qui atteint toutes les oppressions. A Rome, pendant un temps, la puissance politique et sacerdotale était la propriété exclusive de quelques-uns (1). « Mais
« contre les antiques patriciens, détenteurs de
« tous les droits civils politiques et religieux,
« jurant d'être les éternels ennemis des Plébéiens,
« la loi divine suscite les tempêtes populaires.
« Le flot soulevé au Mont sacré, s'enfle en pas-
« sant sur les sommets de l'Aventin, du Janicule,
« et guidé par ces phares brillants, les Gracques,

(1) Le passage entre guillemets est extrait de la Revue scientifique de M. Victor Meunier.

« Marius, vient enfin sous la grande figure de
 « César, s'abattre sur les aristocraties égoïstes,
 « les écraser, les submerger. »

Le peuple romain commence à respirer, pendant que la furie des empereurs s'épuise sur les restes mutilés des castes patriciennes. Cependant les esclaves n'ont encore rien gagné à ce changement, mais leurs vengeurs s'approchent. Du fond des steppes de la Tartarie, voici venir, poussés par la famine, de sauvages guerriers. Ils refoulent devant eux la grande famille des Germains, et la lancent à l'assaut de l'empire romain. Le colosse résiste d'abord, mais enfin il tombe sous ces coups répétés. La hache d'armes a raison du glaive, le nombre de la discipline, et le flot des barbares couvre toute l'Italie et monte jusqu'au Capitole, renversant sur son passage, patriciens, plébéiens, esclaves, et quand il s'écoule, que les vaincus se relèvent, l'esclavage n'est plus.

Cette émancipation progressive, continuée au travers des siècles, aidée par tous les cataclysmes politiques, ne porte-t-elle pas avec elle un haut enseignement, et ne donne-t-elle pas raison à ceux qui veulent faire justice des restes des antiques patriciats, et briser le dernier anneau de la chaîne rivée, autrefois, aux membres des travailleurs.

Si poursuivant cette course historique au travers des âges, nous pénétrons sous la tente des anciens patriarches, nous y voyons comme sous

celle des Nomades, de l'Algérie actuelle, la femme esclave du chef de la famille, humblement soumise à ses volontés despotiques, et fréquemment maltraitée par lui. Le vertueux Abraham, chasse la servante Agar dont il avait fait sa compagne, et sans pitié l'abandonne avec son fils Ismaël au milieu du désert. De tels faits accomplis par un saint personnage caractérisent toute une époque.

Chez les nations barbares qui peuplent les forêts de la Gaule et de la Germanie, nations supérieures aux pasteurs errans de l'Idumée, la femme a déjà plus d'air et de liberté que sous la tente; sa vie est rude et grossière, son mari souvent féroce, mais elle jouit d'une certaine considération, et d'une notable influence dans les affaires publiques; vierge de l'île de Seyne, prêtresse de Teutatès, souvent elle décide de la paix ou de la guerre entre les tribus germaniques; les Scandinaves la placent dans leur paradis, et ce sont les Walkyries qui amènent aux banquets d'Odin, les âmes des héros.

Il y a donc évidemment progrès dans la condition de la femme, si l'on passe du patriarcat à la barbarie, et ce progrès se continue si l'on arrive à la civilisation.

Dans la Grèce, la loi asservit la femme, mais l'amour la relève. Elle domine par son esprit et sa beauté.

Ces hétaires, ces courtisanes achetées pour les plaisirs d'Athènes, deviennent les arbitres du

goût, de la mode et souvent même des intérêts publics. L'une d'elles, la fameuse Aspasia, donne des leçons d'éloquence, et a pour disciples et pour admirateurs, Socrate et Périclès.

A Rome, autre génie, autres mœurs, autre sorte de pouvoir. La loi n'est guère plus libérale pour les femmes qu'à Athènes, mais la matrone sait se faire respecter par sa fière vertu et son patriotisme. La coutume la condamne à l'obscurité du foyer domestique, mais plus d'une fois l'homme d'État vient la consulter, et lui soumettre les destinées de la république.

Aujourd'hui dans notre France, la femme domine par son esprit et son élégance. Elle n'a d'autre tribune que le salon, mais celle-là lui suffit pour faire accepter son pouvoir et assurer son influence. Du reste, il faut le reconnaître, c'est à cette influence que notre nation doit son caractère éminemment sociable et civilisateur qui en fait l'âme du monde.

En face de ce progrès dans la condition des femmes, progrès qui marche parallèlement au progrès social lui-même, n'est-il pas logique d'affirmer que de nouvelles améliorations sont possibles, et qu'elles sont la condition essentielle de toute nouvelle transformation sociale. Si c'est là une témérité, l'histoire dans toutes ses pages la provoque et nous en absout.

Lorsque nous portons nos regards vers le passé, nous voyons partout le douloureux spec-

tacle de la guerre, du carnage et de l'oppression des peuples. Étranger, barbare ou ennemi, c'est tout un, dans les anciennes langues comme aussi dans les anciennes coutumes. Il n'existe pas de droit international, la force seule décide et prononce toujours le terrible : *Væ victis*. Si par hasard quelque traité survient, la foi punique ou mieux encore la foi romaine anéantit bientôt cette passagère dérogation aux lois de la force.

Aujourd'hui il existe un droit des gens entre les nations civilisées, droit quelquefois méconnu dans les fureurs de la lutte, mais cependant de plus en plus respecté. Les peuples ont appris à se voir ailleurs que sur le champ de bataille, ils se connaissent, s'estiment déjà, et lorsque les cicatrices de leurs dernières luttes seront fermées, ils ne tarderont pas à s'aimer.

Ainsi se justifie par cette vue rétrospective les principes essentiels de la doctrine que nous avons exposée; l'histoire conclut comme nous l'avons fait, au nivellement des inégalités sociales, à l'amélioration du sort des travailleurs, à l'égalité civile pour la femme, à la domination de l'homme sur la nature, et à la fraternité entre les peuples. Elle dégage peu à peu ces grands principes des Lymbes du passé, elle nous les montre comme une règle invariable et nous laisse le soin d'étudier les voies et moyens pour les mettre en pratique. C'est ce que nous avons fait.

La question d'opportunité même de l'applica-

tion de ces grands principes se trouve également résolue par l'histoire ; elle nous apprend en effet, que la dernière heure de toute oppression sociale a sonné, quand les opprimés élèvent la voix pour se plaindre. Or, à aucune époque le sentiment des iniquités de notre société et des malheurs qu'elle engendre, n'a été plus vif qu'aujourd'hui, et de la classe nombreuse des travailleurs et des déshérités de ce monde, il s'élève continuellement de sourds frémissements de colère qui commencent à alarmer les oppresseurs. L'heure de la délivrance s'approche.

L'histoire nous dit aussi que tout progrès social a été précédé d'un progrès matériel qui en était la condition première. L'invention des machines et spécialement des roues hydrauliques a précédé l'émancipation des esclaves. L'imprimerie a été le prélude de l'émancipation de la pensée. Les nouveaux progrès sociaux, doivent de même être précédés de progrès dans les arts et les sciences, sans lequel ils ne seraient pas possibles. Or, aujourd'hui ces derniers sont faits, leurs conséquences ne tarderont pas à se produire.

Si cette manière de conclure ne paraît pas suffisamment logique, et a besoin de l'appui d'un grand nom, je dirai qu'Aristote, dès son temps avait bien pressenti cette loi importante, car il s'exprimait ainsi :

Si chaque instrument pouvait sur un ordre donné

ou simplement pressenti, travailler de lui-même, comme les statues de Dédale ou les trépieds de Vulcain, qui se rendaient seuls aux réunions des dieux, si les navettes tissaient toutes seules, si l'archet jouait seul de la cytharre, les entrepreneurs se passeraient d'ouvriers, et les maîtres d'esclaves.

Et plus loin. Les hommes seront heureux quand la charrue et la navette marcheront toutes seules. L'ironique défi que portaient ces derniers mots à été relevé, aujourd'hui la charrue et la navette marchent seules, les voitures, les bateaux, les dépêches se transportent seuls également; les machines en un mot, peuvent faire toutes les rudes besognes auxquelles l'esclave antique était asservi.

Nous avons des esclaves, non plus de chair et d'os, mais de bois et de fer, et que nous pouvons posséder sans remords, car ils nous appartiennent par droit de création; esclaves qui ne dorment pas, ne souffrent pas, et ne baignent pas de leurs larmes les produits qu'ils nous donnent.

Et quels esclaves. Celui-ci tisse sans relache, et fabrique à lui seul assez d'étoffes pour habiller toute une nation; celui-là, semblable au dragon des légendes, nous transporte avec la vitesse du vent, sur des chars de feu; cet autre fait voler nos dépêches sur l'aile de la foudre, et ferait plusieurs fois le tour du monde en moins d'une seconde.

Aussi que de modifications nouvelles surgissent à chaque instant ! Aujourd'hui il en coûte moins pour transporter des marchandises de Manchester à Canton, qu'en 1858 de Manchester à Londres, (1) et l'on va plus vite de Paris en Chine qu'il y a 20 ans de Paris à Constantinople.

Immenses perfectionnemens matériels, dont la conséquence morale sera l'affranchissement des travailleurs, la fraternité des peuples et la paix du monde entier. Avant la fin du siècle tous ces résultats seront réalisés.

(1) M George Carr Glyn, président des directeurs du *London and Birmingham railway*, dans son discours aux actionnaires en 1846, cite ce fait : qu'en 1838 il en coûtait 4 livres st. 10 sch (ou 112 fr. 60 c.) pour transporter une tonne de marchandises de Manchester à Londres. et qu'aujourd'hui il n'en coûte que 3 liv es st. 5 sch. (ou 81 fr. 90 c.) pour la transporter de Manchester en Chine.

CHAPITRE XI.

Vie de Fourier.

Glorifier l'œuvre, et laisser l'ouvrier dans l'ombre, serait un acte d'ingratitude dont je ne me sens pas capable.

Je le reconnais donc hautement, les idées et le système que je viens d'exposer appartiennent à Fourier. Idées plutôt indiquées ici que développées, système plutôt esquissé que dessiné, mais dont on peut cependant, dans ces quelques pages apprécier et la haute valeur, et l'originalité profonde, et la radicale utilité.

Fût-il même désavoué par la raison, ce système se recommanderait encore aux sympathies de tous les hommes de bien, par l'ardente charité qui en a inspiré toutes les dispositions. Le désintéressement profond de ceux qui le défendent, leur respect pour la liberté de tous et de chacun, l'emploi de la discussion au grand jour comme seul moyen de prosélytisme, et enfin la prudente sagesse qui les porte à s'isoler de tous les partis, et à réclamer une expérimentation

sur une lieue carrée de terrain; tout cela aurait dû leur mériter de la part des hommes d'état et des puissans du jour, sinon protection déclarée, au moins parfaite tolérance;

J'ai regret de le dire, il n'en a pas été ainsi. De tous les coins de l'horizon, de tous les organes politiques, de tous les noms célèbres, l'injure, le ridicule, la calomnie sont venus s'abattre sur le petit parti phalanstérien. Et cependant seul contre tous, il lutte et n'est pas écrasé; chaque attaque lui rallie de nouveaux soldats, chaque calomnie de nouvelles convictions et le ridicule passe sur lui, sans le décourager. Il date de hier seulement, et déjà sur tous les points du globe, il compte des défenseurs de ses idées, et par ses développemens pacifiques, il étonne profondément et irrite ses ennemis.

Spectacle bien digne d'attention et bien propre à confondre les sceptiques; dans cette lutte continuelle, ce qui assure la victoire aux phalanstériens, ce n'est pas le talent de leurs écrivains, tous les partis en ont de plus habiles à leur service; ce n'est pas l'éloquence de leurs orateurs, de tous côtés des voix plus hautes se font entendre; ce n'est ni le nombre, ni la richesse, ni la puissance, car les phalanstériens sont encore peu nombreux et pour la plupart, pauvres et en dehors des emplois; ce n'est en un mot rien de ce qui fait le succès des causes ordinaires, mais c'est quelque chose de plus puissant que pouvoir ou richesse,

de plus séduisant que style ou éloquence, c'est la vérité enfin, qui même dans la bouche de l'humble confond l'orgueilleux.

Appuyé sur la vérité, le parti phalanstérien est sûr de triompher, car il sait que les hommes passent et que la vérité reste.

InjurieZ-nous, calomnieZ-nous disent les disciples de Fourier, mais lisez nos écrits, écoutez nos discours, et notre cause est gagnée. Nous avons pour nous la raison, avec elle nous viendra le pouvoir; ce n'est plus qu'une affaire de temps.

Ils sont patiens dans l'ouvrage, et comment ne le seraient-ils pas? Lequel d'entr'eux oserait se plaindre de son sort, en songeant à ce pauvre Fourier, qui avec tant de génie et d'ardeur pour le bien, a été si cruellement méconnu et calomnié.

François-Marie-Charles Fourier naquit à Besançon le 7 avril 1772, d'une famille de négocians aisés. Il fit de bonnes études dans le collège de cette ville, et le quitta ensuite pour aller à Lyon, à Paris et à Rouen, faire l'apprentissage de la carrière commerciale à laquelle ses parens le destinaient.

De ses premières années je ne citerai que deux traits qui peignent bien la justesse de son esprit et la bonté de son cœur.

Enfant terrible, il lui arriva un jour de donner un renseignement exact sur le commerce de ses parens; il fut puni pour ce fait, et dès lors prit en haine le commerce et jura de le modifier. Tous

ses écrits prouvent combien il a été fidèle à ce premier serment.

Pendant plusieurs années, il donna son déjeuner à un pauvre infirme qui stationnait près de chez lui, et qu'il rencontrait en allant au collège. Lors d'une absence qu'il fit, ce pauvre le croyant malade, vint s'informer de sa santé et révéla ainsi sa discrète bienfaisance.

Son goût très-prononcé pour les études géographiques lui fit naître le désir d'entrer à l'école de Mezières; il fallait pour cela des lettres de noblesse, qu'il comptait obtenir, grâce à sa parenté avec le saint Pierre Fourier de Mattaincourt, canonisé en 1650. Mais sa mère ne voulut pas faire les frais de cette acquisition, et Fourier bien malgré lui, dut embrasser la carrière commerciale.

Son apprentissage fait, il parcourut en qualité de voyageur de commerce une partie de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Hollande, observant et retenant tout ce qui passait sous ses yeux; car sa facilité à cet égard tenait du prodige.

De retour à Besançon en 1795, il assista aux saturnales de la révolution. Peu de temps après, enfermé dans Lyon, il concourut, sous les ordres de Precy à la défense de cette place contre l'armée conventionnelle, et ne dut qu'au hasard de n'être pas victime des combats auxquels il prit part, et des massacres qui suivirent la capitulation du 9 octobre 1795. Toutefois, il perdit sa fortune, fut

emprisonné, puis relâché et incorporé dans le 2^{me} régiment de chasseurs à cheval, où il passa deux ans, et d'où il sortit, grâce à un congé de réforme.

Son esprit d'observation et de découverte le suivait partout. Lorsqu'il se préparait à la carrière d'ingénieur, et prétendait avoir trouvé un nouveau moyen de transports, on l'en détourna comme d'une chose impraticable. C'était cependant le chemin de fer.

Quelques années plus tard, préoccupé comme tout le monde de la guerre que la France soutenait contre l'Europe entière, il communiqua au directoire exécutif un projet pour accélérer la marche des troupes, depuis le Rhin jusqu'en Italie. Il en reçut par l'intermédiaire de Carnot, des remerciements flatteurs.

Au milieu de tous ces projets, son esprit s'agitait, ses observations s'accumulaient, mais rien n'avait encore fixé la direction définitive de ses idées, quand un fait survint, qui lui rappela ses premières impressions de l'enfance. Étant à Marseille en 1799, il fut chargé après une longue famine, de faire jeter secrètement à la mer, une cargaison de riz que ses patrons, spéculateurs en grains, avaient laissé pourrir dans leurs magasins plutôt que de faire baisser les prix en la vendant. Ce dernier crime du commerce l'indigna, il résolut de modifier un système où le mensonge est nécessaire et où la misère de toute une popula-

tion peut être exploitée comme une bonne affaire. Ce fut là le point de départ de sa théorie, à laquelle il consacra, dès lors, toutes les forces de sa haute intelligence.

Absorbé tout entier par la contemplation de son idée, il ne songea plus à rechercher la fortune, mais seulement le pain de chaque jour dans la carrière qu'il avait embrassée ; il se fit courtier de commerce, copiste, caissier, sergent de boutique, comme il le disait lui-même. Vivant ainsi avec ses modestes appointements de 1,200 fr., et une petite pension viagère de 600 fr. que sa mère lui avait laissée, il sut toujours subvenir à ses besoins, et même trouver encore le moyen de contribuer à des œuvres de bienfaisance.

La modestie et la discrétion de Fourier ne nous ont pas permis de pénétrer tous les secrets de sa charité. Cependant nous en savons assez pour dire que chez lui le cœur était digne de la tête. Un seul trait le prouvera.

La veuve d'un officier, réduite à la dernière misère, avait successivement vendu ses meubles, les armes et les habits de son mari, puis enfin se trouvait forcée de vendre un buste de l'Empereur auquel elle tenait beaucoup. Fourier instruit indirectement de ces circonstances, acheta le buste 70 fr., somme énorme pour son modeste budget, et prétextant un déménagement à faire, il convint avec cette dame, qu'elle lui garderait sa nouvelle acquisition, jusqu'à ce qu'il la fit redemander.

Huit jours se passèrent, et la pauvre veuve crut devoir faire remettre le buste à Fourier qui le refusa et se plaignit vivement de cette infraction aux clauses du marché. Il cachait ainsi sous une apparence de brusquerie, l'exquise délicatesse de sa bienfaisance.

Je ne m'étendrai pas davantage sur la vie privée de Fourier. J'en ai dit assez pour montrer combien elle fut simple, modeste, laborieuse, et combien ce grand socialiste fut charitable.

Il convient maintenant de quitter l'homme pour arriver au penseur et à l'écrivain.

A partir de l'année 1799 il poursuivit sans relâche son projet de reconstitution du commerce, mais à mesure qu'il avançait dans son travail, le problème s'agrandissait, et bientôt il reconnut que l'on ne pouvait sérieusement modifier les relations commerciales actuelles sans toucher au mécanisme de toute la société, et que la question qu'il s'était posée prenait des dimensions gigantesques. Tout autre en eut été ébranlé, Fourier persista ; et dès 1808, ayant jeté les premières bases de son système, il publia comme pour faire acte de possession, son premier ouvrage intitulé : *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*.

Un passage de cet écrit avait tellement frappé Napoléon, qu'il expédia à Lyon, par le télégraphe, l'ordre de lui en signaler l'auteur. La réponse ne se fit pas attendre, mais déjà d'autres idées

occupaient l'Empereur, et il oublia l'humble socialiste. Irréparable oubli, car nul ne peut prévoir ce qui serait résulté du rapprochement de ces deux hommes si grands par le génie et par la volonté.

L'un nous apparaît au milieu de la fumée des champs de bataille, à la lueur des sabres étincelants. Il s'assied, roi de fortune, sur le premier trône du monde, et remue pendant vingt ans l'Europe tout entière. Les applaudissements de la foule, les houras frénétiques de sa victorieuse armée, étouffent les gémissements des peuples que ce César moderne décime sans relâche. Aucun homme de nos jours ne fut plus puissant, et aucun ne paraît plus grand.

L'un loin de lui, pauvre et perdu dans la foule, l'autre vit dans de modestes fonctions. A celui-ci, nulle gloire, nul éclat ; ceux même qui l'approchent ignorent son génie, et seul peut-être, il a conscience de sa gloire et de sa grandeur futures, quand il évoque pendant ses veillées solitaires, les mondes nouveaux que crée sa puissante imagination.

Tout couronné qu'il fut, le conquérant moderne n'était que le serviteur armé des hardis penseurs du XVIII^e siècle ; malgré lui, il venait donner à leurs idées l'appui de la force, et bien qu'il essayât de comprimer la révolution française, il la promenait victorieuse au travers de l'Europe.

Sa mission terminée, il disparut, et avec lui

s'écroulèrent les trônes qu'il avait fondés. Que reste-t-il de lui aujourd'hui? Un nom qui va sans cesse s'amoindrissant, comme ces lueurs qui se perdent à l'horizon, comme ces retentissements d'un tonnerre qui s'éloigne.

L'autre au contraire, méconnu de son vivant, grandit après sa mort, et bientôt dominateur du fond de la tombe, il remuera et régénérera l'Europe. Il fera par la toute puissance de son génie, ce que le César n'a pu accomplir par la toute puissance de ses armes.

De ces deux grands ouvriers de l'humanité, le premier travaillait avec le sabre, le second avec la pensée.

Tel est le secret de la différence de leurs carrières, de leur grandeur et de leur gloire.

Mais revenons aux écrits de Fourier.

Le principal d'entre eux parut en 1811 à Besançon, sous ce titre : *Association domestique agricole*. On lui a restitué dans les éditions postérieures, le titre de *Traité de l'unité universelle* que lui destinait l'auteur.

Au commencement de 1829, le *Nouveau monde industriel et sociétaire* fut publié à Paris, puis en 1855, une brochure ayant pour titre : *Pièges et charlatanisme des sectes de St-Simon et Owen*.

Le titre seul de ce dernier ouvrage prouve l'ignorance de ceux qui font des phalanstériens, les continuateurs des St-Simoniens. Le passage suivant de la correspondance de Fourier prouve

mieux encore toute l'injustice de certains reproches qu'on leur adresse.

« J'ai assisté (c'est Fourier qui parle) au prône » des Simoniens, dimanche dernier. On ne con- » çoit pas comment ces histrions sacerdotaux » peuvent se former une si nombreuse clientèle. » Leurs dogmes ne sont pas recevables. Ce sont » des monstruosités à faire hausser les épaules. » Prêcher au XIX^e siècle, l'abolition de la pro- » priété et de l'hérédité. »

En 1855 Fournier publia l'ouvrage intitulé *Fausse industrie*, puis une série d'articles dans le journal *Le Phalanstère* récemment fondé par V. Considérant. Outre tous ces ouvrages il a laissé un nombre considérable de manuscrits, dont l'École sociétaire fait en ce moment la publication.

C'était peu de faire connaître ses idées, il fallait y intéresser les puissans du jour et Fourier ne s'y épargna pas. Lettres, avis dans les journaux, appel aux capitalistes, pétitions aux ministres, il ne négligea rien, mais ce fut sans succès; tout le monde l'éconduisit, à l'exception du baron Capelle qui lui promit de nommer une commission pour l'examen de son système, et de la présider lui-même. Mais la révolution de juillet emporta M. Capelle et ses bonnes intentions, et brisa toutes les espérances du grand socialiste. Les ministres du nouveau gouvernement lui furent moins favorables, ils avaient de plus grands

projets en tête comme on l'a bien vu depuis.

La presse parisienne fut hostile à Fourier et cela se conçoit ; il n'appartenait à aucune coterie, et n'était pas assez riche pour payer des éloges ; aussi ne reçut-il que ce qu'elle donnait gratuitement, à savoir l'injure et la calomnie. Une honorable exception cependant doit être faite en faveur du *Mercur de France*, qui se montra impartial dans ses appréciations.

Le style de Fourier d'ailleurs n'était pas de ceux qui font la fortune d'un livre ; concis, nerveux, serré, mais aride et en apparence désordonné, il devait plaire à peu de lecteurs. Fourier était penseur avant tout, et n'avait aucune prétention au fauteuil académique ; cependant parfois il devient coloré, incisif, et l'on retrouve dans quelques-unes de ses pages, la bonhomie railleuse de Lafontaine, et l'observation sagace de Molière.

Mais attribuer l'insuccès de ses idées au style de ses ouvrages, c'est faire injure à ses réelles qualités d'écrivain et méconnaître les faits. Fourier n'a pas réussi, parce qu'il était trop en avant de son époque, et qu'il faut aux idées pour croître et se développer, la lente incubation du temps, et parce qu'enfin on ne pardonne jamais à qui a si complètement raison.

Cependant au milieu de ces préoccupations et de ces travaux continuels, la santé de Fourier s'affaiblissait. Dès 1855 ses disciples purent le remarquer. En 1856 elle s'em-

pira encore ; en 1837 il fut forcé de garder le lit et la chambre. Mais sa lucidité d'esprit et son incroyable énergie ne l'abandonnèrent pas un seul instant. Ses amis inquiets lui demandèrent la permission de le veiller, il n'y voulut jamais consentir. *Je ne veux pas, disait-il, que l'on se donne de peine pour moi.* La seule chose que l'on put obtenir, c'est que la femme du concierge de la maison où il logeait pourrait aller d'heure en heure, pendant la nuit, s'informer de son état, et lui donner quelques soins. Lorsqu'elle se présenta le 8 novembre à 5 heures du matin, Fourier n'existait plus. Il fut trouvé vêtu et agenouillé sur le bord de son lit, dans lequel il n'avait pu rentrer, la mort l'ayant saisi.

M. Clarisse Vigoureux et V. Considérant prévenus en toute hâte, vinrent lui rendre les derniers devoirs, et le surlendemain, son corps embaumé fut déposé au cimetière Montmartre, où une humble pierre le couvre en attendant le monument que ses disciples lui élèveront au jour du triomphe.

Ainsi vécut, ainsi mourut, un des plus hommes de bien et des plus grands penseurs que le monde ait possédés. Il précéda son époque, ce fut le malheur de toute sa vie, son tort aussi aux yeux de quelques hommes ; ce sera son plus grand titre de gloire près de la postérité.

L'histoire dira, qu'au moment où une révolution terrible entre toutes, ébranlait jusque dans ses fondemens notre vieille société française, un

homme s'isolant de la grande mêlée des partis, conçut l'audacieuse pensée de les concilier tous et de les faire communier dans un système nouveau.

Elle dira, que croyant et religieux, dans un siècle profondément sceptique et athée, il donna pour base à son système la foi la plus explicite et la plus vive dans la toute-puissance, et l'infinie bonté de Dieu.

Que flétrissant cette gloire homicide dont s'enivrait alors la France, il forma le projet de clore à jamais l'ère des guerres et des bouleversemens.

Plein d'une tendre sollicitude pour la femme, il chercha les moyens de la faire l'égale de l'homme dans la société, et posa comme signe distinctif de tout perfectionnement social, l'amélioration même de sa condition.

Observateur profond, il mit à nu toutes les cordes qui vibrent dans l'âme humaine, et n'en coupant aucune, il les accorda toutes.

Au milieu de l'engouement pour le régime de la concurrence, il en prédit les excès, et le temps ne l'a pas démenti.

A une époque de toute-puissance pour les économistes, il porta le premier, le scalpel de la critique sur leur science sans entrailles, et lui fit des blessures dont elle ne se relevera pas.

Rompant avec le passé, il réhabilita les passions, et sut leur trouver un utile essor.

Il répudia la contrainte et voulut la supprimer

de toutes les relations humaines, il conçut enfin, la haute et morale idée du *travail attrayant*.

Ce sont là ses titres de gloire, l'histoire ne les oubliera pas ; mais elle dira aussi pour la honte de notre époque, qu'il est mort pauvre, injurié, calomnié, ayant enfin subi le seul martyre que nos mœurs actuelles comportent, et que telle fut de notre temps la récompense de toute une vie consacrée au service de l'humanité.

La foule indifférente voit dans Fourier un novateur bizarre, ses détracteurs un fou, ses disciples un sublime génie.

Le temps prononcera :

Pour moi qui ai souvent dans la solitude médité ses lumineux écrits, pour moi qui sais que plus d'une fois déjà l'erreur de la veille est devenue la vérité du lendemain, et l'utopie d'un siècle le symbole de foi du siècle suivant, je n'hésite pas à devancer le temps et à dire que Fourier est la plus belle gloire de la France.

Il a peu de jours, j'écrivais ces lignes, ne prévoyant pas que le calme dont nous jouissions, recelât une si grosse et si soudaine tempête.

La tempête est venue, emportant bien des idées et bien des convictions ; idées et convictions, rien n'est changé chez moi, et je n'ai pas à retrancher une ligne de ce que j'ai écrit.

Aux heureux de ce monde je disais, prenez pitié de vos frères, de ces pauvres ouvriers deshérités, pour lesquels les heures, les jours, les années, la vie toute entière s'écoule dans d'incessants travaux et de continuelles misères. Venez-leur en aide, non par l'aumône, mais par de meilleures combinaisons sociales, et sachez que vous pouvez les enrichir sans vous appauvrir vous-même, car il ne s'agit pas de partager entre tous une certaine somme de richesse, mais de la multiplier comme les pains de l'Écriture, jusqu'à ce qu'il y en ait pour tout le peuple affamé.

Je disais ; et l'ouragan est venu, et la révolution que j'aurais voulu éviter s'est faite ; mais béni soit Dieu, le sang n'a pas trop coulé ; béni soit Dieu, le peuple est vierge d'excès.

C'est à lui maintenant que j'adresserai la parole; je lui dirai : Peuple tu es puissant à ton tour, apprends par tes malheurs même, à être juste, équitable, modéré. Ne fais pas aux autres ce qu'ils t'ont fait et ce que tu as tant blâmé.

Ton programme doit être : point de proscriptions, point de violences, point d'hostilités. Tolérance pour toutes les opinions, respect à tous les cultes, sympathies pour toutes les faiblesses, compassion surtout pour les misères nouvelles, qui viennent de se faire si rapides et si terribles : que jamais un mot injurieux ne soit lancé par toi à la majesté déchuë; c'est l'histoire seule qui doit venger un peuple.